

Bulletin de la Société d'Histoire Vaudoise

N° 32 — ANNÉE 1914

LA GLORIEUSE RENTRÉE

RACONTÉE PAR LES AGENTS DE LOUIS XIV

EN SUISSE ET À GENÈVE



TORRE PELLICE — IMPRIMERIE ALPINE.

Nous sommes heureux de consacrer un *Bulletin* spécial au mémoire que M.^r Lucien Cramer de Genève a bien voulu nous communiquer, à propos de la « Glorieuse Rentrée ». Les nouveaux documents qui y sont reproduits complètent tout naturellement le manuscrit Arnaud. La version des adversaires vient à propos pour confirmer, voire même corriger, la version classique de notre grand historien.

Tout n'est pas encore éclairci, dans cette épopée; loin de là. Il est encore bien des points obscurs, ou tout au moins douteux, dans cette histoire merveilleuse. Mais les événements se dessinent toujours plus nettement, à notre horizon historique; réduits à leurs proportions naturelles, ils vont perdant de ce qu'ils avaient de légendaire; mis en rapport avec les circonstances générales du moment, ils s'expliquent plus aisément.

Il importe toutefois de préciser encore davantage la grande part active du Prince d'Orange, tout comme la grande part passive, si nous pouvons ainsi l'appeler, du Duc de Savoie. Car il est évident que l'expédition militaire se fit sous la haute protection de Guillaume d'Orange et avec l'aquiescement plus ou moins voilé de Victor Amédée.

Et encore. Quelle est la juste part qui revient à Henri Arnaud, pasteur et conducteur des Vaudois, dans la préparation et dans l'exécution de l'entreprise, dont il fut le principal historien? Et quelle est la part qui revient à Janavel, à Turel, à tel ou tel autre de ses vaillants collaborateurs, trop laissés dans l'ombre jusqu'ici?

Il est bon de poursuivre encore les recherches, surtout dans les Archives des Ministères des Affaires Etrangères et de la Guerre,

à Paris et à La Haye, ainsi que dans nos Archives d'Etat, à Turin. Nous faisons appel à la bonne volonté de nos jeunes membres que les recherches historiques attirent: nous serions heureux de consacrer, en entier ou en partie, plusieurs de nos bulletins à leurs publications, à ce sujet.

Nous renvoyons au prochain Bulletin de Septembre quelques articles fort intéressants, ainsi que nos communications bibliographiques et nécrologiques.

Le Bureau de la Société a décidé de publier à l'avenir au moins deux Bulletins par an, variés et riches pour autant que la collaboration de nos amis et les contributions de nos membres le permettront.

C'est dire que nous nous recommandons aux uns et aux autres: le sort de notre Bulletin est en très grande partie entre leurs mains.

Pour le Bureau

DAVID JAHIER, président.



LA GLORIEUSE RENTRÉE

RACONTÉE PAR LES AGENTS DE LOUIS XIV

EN SUISSE ET À GENÈVE

Peu d'évènements ont laissé dans l'histoire des temps modernes une impression aussi vive que cette admirable épopée d'un petit peuple persécuté et exilé pour sa foi, rentrant dans ses foyers déserts, au milieu de difficultés et d'obstacles qui semblaient insurmontables.

La Glorieuse Rentrée des Vaudois des Vallées a trouvé d'éloquents historiens et, si nous revenons sur un sujet qui a déjà fait l'objet d'études nombreuses, c'est qu'il nous a paru utile d'éclairer un côté peu connu, jusqu'à ce jour, de la belle expédition du peuple exilé, en produisant les récits et les impressions de ses adversaires.

Rappelons brièvement que les Cantons protestants de la Suisse, justement émus des misères de plus de douze mille prisonniers vaudois enfermés dans les cachots du Piémont, à la suite de la quatrième persécution religieuse ordonnée par le duc Victor Amédée II, avaient proposé à ce dernier un projet d'accord ou « convention », du 17 octobre 1686 (1), aux termes duquel les prisonniers devaient être relâchés et conduits jusqu'en Suisse, à charge par les Cantons de faire passer ces gens au-delà de leurs Etats et de ne leur fournir ni armes, ni vivres pour rentrer en Piémont au cas où ils en manifesteraient l'intention.

(1) Ce projet se trouve aux Archives de Berne dans *Piedmont Buch*, C. p. 80.

Bien que le duc de Savoie n'eût pas ratifié expressément cet accord que les Cantons protestants avaient négocié avec le comte de Govone (1), ambassadeur de Savoie aux Liges, ceux-ci ne croyaient pas pouvoir se dérober aux engagements pris par eux et, quand, en novembre 1686, on vit défiler les premiers détachements du peuple martyr à Genève, ces mêmes Cantons ne purent se dissimuler toutes les difficultés de la position dans laquelle ils se trouvaient, partagés qu'ils étaient entre leur chaude sympathie pour des frères persécutés et les engagements pris par eux envers le duc de Savoie.

L'embarras des protestants de Suisse avait encore une autre cause. On sait, en effet, que la quatrième guerre générale contre les Vaudois avait été l'œuvre de Louis XIV, et, qu'au lendemain de la révocation de l'Edit de Nantes, ce roi avait exercé une pression énergique sur le duc de Savoie pour l'obliger à anéantir le peuple vaudois. Un grand nombre de réfugiés français des vallées françaises du Pragela, sujets de Louis XIV, avaient également cherché asile et protection en Suisse. Plus de deux mille de ces malheureux, frappés par les rigueurs de la nouvelle situation faite en France aux protestants, avaient précédé les Vaudois du Piémont dans leur exode et le roi les faisait surveiller de près par ses agents, dont les rapports l'entretenaient à la fois des Vaudois du Piémont et des réfugiés français du Languedoc et de la Provence. Ces agents étaient l'ambassadeur Amelot (2), qui séjournait à Soleure et le résident de France à Genève, Charles-François de la Bonde, seigneur d'Iberville (3).

(1) **Ottavio Solaro**, comte de Govone, avait été accrédité en Suisse dans le courant de l'année 1686.

(2) **Michel Amelot**, marquis de Gournay (1655-1724), remplit, de décembre 1688 à décembre 1697, les fonctions d'ambassadeur de France aux Liges Suisses.

(3) **D'Iberville**, successeur du résident Dupré, était arrivé à Genève le 10 novembre 1688 et il y resta jusqu'en 1698. De Genève il se rendit à Mayence dans la même qualité de résident. — Pendant toute la durée de sa mission à Genève, il entretint de bons rapports avec le Conseil de cette ville qui, par politique, était obligé de ménager, plus qu'il ne l'eût voulu, les susceptibilités d'un puissant voisin, exigeant et toujours disposé à user de sa force pour s'immiscer dans les affaires de la petite République.

Les lettres détaillées des représentants du Roi-Soleil en Suisse et à Genève, adressées par eux au ministre d'Etat Colbert de Croissy, excessivement soignées et détaillées, au point de former des petits mémoires très complets, fournissent des détails inédits sur les faits et gestes des exilés vaudois et français en Suisse (1); sur la préparation et l'exécution des deux expéditions d'Arnaud et de Bourgeois. A travers les exagérations et le parti pris de ces rapports adressés à un souverain qui venait de condamner tous les sujets protestants de son royaume à l'abjuration ou à l'exil, les lecteurs du « Bulletin » démèleront sans doute la vérité historique et ils y découvriront quelques détails nouveaux sur les souffrances de leurs vaillants ancêtres.

Louis XIV et Victor Amédée avaient trouvé des alliés naturels dans les Cantons catholiques, peu soucieux de voir la Confédération servir de retraite à des hommes qui ne partageaient pas leurs croyances. Les Waldstätten ne cessaient d'adresser des exhortations pressantes aux Cantons protestants pour les obliger à expulser les Vaudois qui n'étaient pas encore parvenus à trouver un asile en Allemagne.

Or, les Bernois et les Zurichois ne pouvaient, sans manquer aux lois de l'humanité, refouler une seconde fois ces malheureux qui, partis de Suisse pour le Wurtemberg, s'étaient vus renvoyés dans la Confédération, en septembre 1688. Ils ne pouvaient non plus songer à expulser ceux que l'invasion du Palatinat par les troupes de Louis XIV avait mis dans la nécessité de suivre le même chemin.

(1) Ces documents proviennent tous des Archives du Ministère des Affaires Étrangères à Paris. Les rapports de d'Iberville sont renfermés aux volumes 5 et 6 de la série Genève de ces Archives. (Nous citerons: *Paris Aff. Étr. Genève*, vol. 5). — La correspondance de l'ambassadeur Amelot est contenue aux volumes 89 et 90 de la série Suisse (cité *Paris Aff. Étr. Suisse*, vol. 89). Nous n'avons pas cru devoir remonter aux originaux après avoir eu l'occasion de dépouiller et de relever aux Archives fédérales à Berne les copies qu'en a fait exécuter, pour le compte de la Confédération, notre savant compatriote M. le Docteur Ed. Rott. Ces documents ont été soigneusement collationnés par lui sur les originaux avant d'être expédiés à Berne. Nous en avons respecté l'orthographe et ne nous sommes permis qu'une seule modification destinée à en faciliter la lecture, en adoptant, pour l'impression, la ponctuation et l'accentuation modernes et en complétant la plupart des mots écrits en abrégé.

Les deux premières et infructueuses tentatives exécutées, en 1687 et 1688, par les Vaudois pour retourner dans leurs vallées, ne semblent pas avoir produit une bien vive impression sur les agents de Louis XIV en Suisse et à Genève, car leur correspondance est muette sur ce point. Un an plus tard, ils commencent cependant à s'émouvoir en recevant la nouvelle que les exilés préparent une nouvelle expédition :

« On m'a assuré », écrit le résident d'Iberville à Colbert de Croissy (1), secrétaire d'Etat de Louis XIV, « que les religieux, chassez des vallées de Luzerne se disposent à y retourner, croyans que M. le Duc de Savoye n'est pas en estat de s'y opposer ny de les chasser une seconde fois. Ce seroit un sujet de querelle entre ce Prince et Messieurs de Berne qui se sont engagez envers luy d'empescher les Luzernois de retourner en leur pays ».

Huit jours plus tard, d'Iberville écrivait ce qui suit à Colbert de Croissy (2) :

« Le bruit qui s'estoit répandu de la tentative que les Luzernois vouloient faire pour rentrer dans leur pays ne subsiste plus, voilà la dixième fois qu'il a couru sans fondement ».

Nouvelles alarmes quelques jours plus tard (3) :

Iberville rapporte à Croissy le bruit, suivant lequel, les Vaudois auraient résolu de s'emparer des bailliages savoyards de Chablais, Ternier et Gaillard, près de Genève, mais il a peine à croire à un tel projet qui ne pourrait s'exécuter sans la connivence des Bernois. Ces derniers ne s'exposeraient pas de gaîté de cœur à une guerre avec le duc de Savoie et les Cantons catholiques :

« Ce qu'il y a de vray », conclut d'Iberville, « c'est que les Luzernois, amoureux à la folie de leur pays, menacent à tout moment de tout risquer pour y retourner, et l'on ne peut exprimer jusqu'où va la frayeur des Savoyards qui ont vu avec

(1) Genève, 17 mai 1689, *Aff. Étr.*, Genève, vol. 5, f. 46, original.

(2) Genève, 24 mai 1689, *Aff. Étr.*, Genève, vol. 5, f. 56, original.

(3) *Ibid.*, f. 63, Genève, 31 mai 1689.

quelle fureur ces gens se portoient aux dernières extrémités pour ce sujet, lorsqu'ils estoient encore dans les estats de Berne, jusqu'à vouloir égorger un baillif et toute sa milice, parce qu'il s'opposoit à leur passage sur un pont de sa dépendance (1) ».

Les bruits d'entreprise dont parlait d'Iberville n'étaient cependant que le prélude d'une tentative plus importante, plus sérieuse, qui se préparait en ce moment. A son tour, AmeLOT, ambassadeur du roi à Soleure, commence à s'émouvoir. Le 24 août, il adresse un premier rapport à Louis XIV.

AMELOT AU ROI.

Paris *Aff. Etr. Suisse*
vol. 89 p. 99 original.

Soleure, 24 août 1689.

« Les Piémontois réfugiez, dont un grand nombre estoient encore répandus dans plusieurs endroitz de Suisse, ayant esté fomentez et fournis d'armes par les soins de l'agent que les Hollandois entretiennent à Zurich (2), se sont assemblez sur les frontières des Grisons avec un Ministre nommé Arnould à leur teste, dans le dessein de traverser le païs d'Ury et de Valais pour se rendre dans leurs anciennes demeures. Les Magistratz d'Ury (3) avertis de cette entreprise, ont envoyé du monde sur les passages et ont fait désarmer soixante de ces gens qui s'estoient avancez dez premiers à petites troupes ».

Plus heureux que ces victimes infortunées de l'intolérance religieuse des Waldstätten, les Vaudois réfugiés dans le reste de la Suisse préparaient leur concentration sur les rives du Léman.

(1) Allusion à la tentative avortée des Vaudois en 1688. Ils avaient essayé de traverser le Rhône au pont d'Illarsaz, dans le bailliage d'Aigle, et ils n'avaient reculé que devant la résistance des troupes valaisannes qui s'étaient jointes aux troupes de Savoie pour garder ce pont.

(2) Gabriel Convent, envoyé extraordinaire de Hollande auprès des Cantons protestants, résida en Suisse jusqu'au printemps suivant.

(3) Les malheureux exilés, arrêtés au nombre de cent vingt, au moment où ils se disposaient à gagner le canton de Berne furent appliqués à la torture par les autorités de Schwyz et d'Uri qui espéraient leur arracher des aveux de nature à compromettre leurs protecteurs bernois. Après cela il furent livrés au duc de Savoie. — Voir la Collection officielle des *Recés fédéraux*, t. VI, 2, p. 294-301.

« Je viens d'apprendre, par une lettre du gouverneur de Neuchâtel », écrit Amelot (1), « que les Vaudois qui estoient dans ce païs et aux environs, estoient partis la nuit d'avant-hier et devoient se rendre, à ce que l'on disoit, au nombre de 3000 dans les bois proche de Lauzanne pour s'embarquer sur le lac de Genève et passer de là en Savoye. La mesme lettre marque que Messieurs de Berne ont donné ordre dans leurs estatz de les arrester, mais que ces ordres pourroient bien estre inutiles, parce que lesdits Vaudois doivent éviter de passer dans aucune ville, faubourg, ni village ».

De leur côté, les baillis bernois de Lausanne, Morges, Rolle et Nyon informaient le Conseil de Berne des préparatifs des Vaudois auxquels ils étaient impuissants à s'opposer, car ils leur avaient représenté, sans succès, les dangers auxquels ils allaient s'exposer en essayant de rentrer, par la force, en Savoye, et les grandes difficultés qu'ils ne manqueraient pas d'occasionner, par là, à leurs amis des Cantons protestants (2).

A vrai dire, Louis XIV ne s'était guère ému des rapports alarmants que lui adressaient, son ambassadeur à Soleure, et le résident de France à Genève.

Dans ses lettres à Amelot, il n'est pas question des Vaudois et cependant, à la date du 31 août (3), ce dernier écrivait au roi « qu'un nombre plus considérable de cez réfugiiez s'étoit acheminé vers le lac de Genève » et que des marchands lyonnais avaient rencontré plus de mille Vaudois, en plusieurs troupes, aux environs de Lausanne.

Pendant ce temps, s'opérait la concentration de la petite armée d'Arnaud à Prangins.

Iberville en informa d'urgence, et par un exprès, le marquis de Coudrée commandant pour le duc en Chablais, mais ces avis ne rencontrèrent que des incrédules, en sorte que le

(1) Amelot au Roi, Soleure, 27 août 1689. *Aff. Etr. Suisse*, vol. 89, p. 106, original.

(2) Voir aux Archives cantonales de Berne les lettres de ces baillis au Conseil de Berne, dans Piedmont Buch C., Nos 175, 176 et 192.

(3) Soleure, 31 août 1689, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 89, p. 110, original.

débarquement sur la rive savoisienne s'opéra sans difficulté aucune.

Le résident est obligé de convenir que les Vaudois ont effectué leur expédition dans un ordre parfait, n'ayant fait aucun mal dans les lieux où ils ont passé et ayant payé grassement les vivres qu'ils achetaient le long de la route.

Détail piquant : Ils faillirent surprendre dans son lit le commandant du Chablais, malgré les avis que lui avait fait tenir le résident. Mais laissons la parole à Iberville, dans ce long et substantiel rapport où il retrace les débuts de la célèbre épopée.

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
f. 189 original.

Genève, 6 septembre 1689.

Monseigneur,

J'ay eu l'honneur de vous mander que les gens des vallées de Piedmont s'estoient assemblez dans les bois qui sont entre Morges et Nyon (1) sur les bords du Lac de Genève, et que j'avois donné avis par un esprez au commandant dans le Chablais du dessein qu'ilz avoient d'y descendre et de traverser les montagnes de Fossigny pour gagner leur pays. La chose s'est exécutée, Monseigneur, comme je l'avois prévu, sans aucune opposition des Savoyards et, si les troupes du Roy ne les ont arrestez dans le Pragelas, ils sont présentement dans leurs vallées ou plustost dans leurs montagnes, où leur dessein est de s'y retrancher aprèz y avoir entassé le plus de vivres qu'il leur sera possible; on ne convient pas du nombre auquel ces gens ont passé. Les uns disent seulement huit ou neuf cent, mais la voix la plus commune disent (*sic*) qu'il y en a prez de 1700 (2). Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a que 360 Luzernois et que le reste sont des

(1) Voir dans Piedmont Buch C., aux Archives cantonales de Berne la pièce N.o 192, intitulée: « Information véritable de ce qui est arrivé dans le Bailliage de Nyon pour le trajet des Piemontois, de la conduite qu'ils ont tenue pour se jeter a foule et dans le temps de trois ou quatre heures dans le bois de chesne appelé de Nyon ».

(2) D'après Arnaud, 800 à 900 hommes, divisés en dix neuf compagnies, dont six composées d'étrangers et treize autres, des réfugiés des Vallées.

réfugiez des Cévennes, du Languedoc et du Dauphiné, tous bien armez de bonnes épées, de bayonnettes et de fusils à deux coups. Ils ont avec eux quatre officiers qui leur ont esté envoyez par le Prince d'Orange, pour se mettre à leur teste, quand ils seront arrivez en leur pays; on m'a dit qu'il y en a trois qui sont gentilshommes originaires de Dauphiné, nommez de Tourel, d'Argile et de Lys, fils de celui qui eut la teste tranchée dans les derniers troubles excitez dans cette province par les religionnaires. On ne m'a pu dire le nom du quatrième qu'ils appellent le Général (1), qui est, dit-on, de Neuchastel et qui a longtemps servy en France. On assure qu'il n'a point passé avec les autres et qu'il est demeuré derrière avec ceux qui n'ont pas d'armes. Outre le nommé Arnould qui étoit un des Ministres des dites vallées, ils en avoient mené deux François, dont l'un s'appelle Vigne et l'autre Chion (2), qui s'estant un peu amusé à boire derrière les autres a esté arrêté et conduit à Chambéry ou l'on sçaura [par] ses dépositions le nombre et les desseins de ces gens là. Le Prince d'Orange, par les ordres duquel se fait cette entreprise, avoit compté qu'elle s'exécutoit dans le mesme temps que les habitans de Mont-devis étoient revoltez, et ledit général, qui arriva alors de sa part pour les conduire, voulut tuer d'un coup de pistolet ledit Arnould ministre, pour avoir manqué à ce qu'il avoit promis, mais les armes qui avoient esté commandées à Annessy et à Neuchastel par des marchands Suisses n'avoient pu estre prestes dans le temps. La nuit de leur passage, le lac étant assez agité par un gros vent, plusieurs des réfugiez vouloient qu'on remist le départ au lendemain, mais Arnould dist qu'absolument il falloit partir et qu'il avoit promis au Prince d'Orange qu'on se mettroit en marche ce jour là, qui étoit le lendemain d'un jeusne solennel et universel parmy les Huguenots, jour auquel il disoit qu'il se devoit passer ailleurs de grandes choses pour la Religion Prétendue Réformée. Cet Arnould, qui est un homme hardy et entreprenant, leur fist un discours fort pathétique et, aprez leur avoir dit que ceux qui craignoient les roues et les gibets et qui n'étoient pas disposez à préférer le salut de leurs âmes aux tourments du corps n'avoient qu'à se retirer, il leur fist à tous prester serment de périr les armes à la main, sans demander ny faire de quartier à ceux qui s'opposeroient à leurs desseins, aprèz quoy ils s'embarquèrent sur dix bateaux (3) de différentes grandeurs qu'ils avoient ramassez,

(1) Il s'agit sans doute du capitaine Bourgeois qui dirigea la seconda expédition, et dont il sera parlé fréquemment dans la suite.

(2) D'après le récit d'Arnaud, le ministre Chyon fut arrêté dans un village où il s'était rendu pour obtenir un guide.

(3) Arnaud parle de quatorze à quinze bateaux.

et peu s'en fallut qu'à leur descente ils ne surprissent dans le lit le commandant en Chablais qui apparemment avoit fait trop peu d'attention sur l'avis que je luy avois donné, et je crois mesme qu'il ne l'envoya à Thurin que par un homme de pied, en sorte qu'on n'a pu mettre à temps des corps de garde en divers lieux, où douze hommes un peu résolus auroient suffy pour en arrester dix mille.

Cette négligence paroist, Monseigneur, si extraordinaire, que bien des gens sont persuadez que les officiers de M. le Duc de Savoye étoient d'intelligence pour les laisser passer, et quelques uns portent leurs réflexions jusqu'à se figurer que le Prince mesme a consenty au retour des Luzernois et, que, sans cela, les officiers du canton de Berne n'auroient pas souffert et encore moins favorisé, comme ils l'ont fait, les attroupeemens de ces gens là qui se sont faits sous leurs yeux au préjudice de la parole que M.^{rs} de Berne en avoient donnée à M. le Duc de Savoye. Il est bien certain, Monseigneur, que les baillifs du pays de Vaud ne peuvent se justifier d'avoir trempé dans le complot. Ils n'ont pas ignoré qu'on achetoit toute la poudre, les bâles et les pierres à fusil qui étoient dans leurs villes et je sçais que quatorze ou quinze cens quintaux de pain qui avoient esté cuit dans Nyon pour la nourriture des attroupez ont esté payez des deniers publics de cette ville là.

Je ne suis pas surpris, Monseigneur, que M.^{rs} de Berne poussez par le zèle qu'ils ont pour leur religion, gaignez peut estre par l'argent du Prince d'Orange, et d'ailleurs ravis de se voir délivrez des Luzernois et des réfugiés dont la pluspart leur sont extrêmement à charge, je ne suis pas surpris, dis-je, Monseigneur, qu'ils ayent consenty a ce qui s'est passé (1) sans trop songer au mécontentement que leur connivence et leur manquement de parole donneroit au Roy et à M.^r de Savoye. Mais je ne puis croire que ce Prince ait pu tremper dans un dessein si contraire à ses intérêts et à ceux de Sa Majesté. En ce cas, il me paroist du moins assuré qu'il est bien mal servy.

J'oublois de vous dire que les ditz attroupez n'ont fait aucun mal

(1) Les documents consultés aux Archives d'État de Berne dans *Piedmont Buch*, C., pièces N.os 175, 176 et 192, et dans *Rathsmanual* N.o 218, p. 132-135, sous les deux dates 16 et 17 août 1689, donnent l'impression que les baillis de Lausanne, de Morges et de Nyon ont fait ce qui dépendait d'eux pour s'opposer au départ des Vaudois, mais que les mesures prises par eux ont été trop tardives. Le 16 août, le bailli de Rolle écrit au Conseil de Berne qu'il a harangué les réfugiés réunis au nombre de 150 dans les bois de Chaniva près de l'embouchure de l'Aubonne. Le même jour, le bailli de Lausanne rapporte au Conseil que les baillis de Morges et de Nyon font leur possible pour s'opposer à l'exode. De son côté, le Conseil de Berne écrivait, les 17 et 18 août, mais trop tard, aux baillis, de s'opposer énergiquement aux tentatives des Vaudois pour n'être pas exposés à subir les reproches de ses adversaires.

dans les lieux où ils ont passé et qu'ils ont payé grassement les vivres dont ils ont eu besoin. Ils ont seulement arrêté un curé, un religieux et quatre gentilshommes qu'ils ont trouvé dans leur chemin pour obliger par là M. le Duc de Savoie à leur rendre leurs ministres qu'il a toujours retenus prisonniers, quelques instances que M.rs de Berne ayent faites pour leur liberté qui leur avoit esté promise.

M.rs de Genève prennent grand soin de me faire remarquer qu'ils n'ont eu aucune part à tout ce complot (1), je ne sçais, Monseigneur, s'il faut les en croire, car il est impossible qu'ils n'en ayent eu connoissance plus tost qu'ils ne disent.

J'ay esté informé d'une partie des choses que je viens de vous marquer par le donneur d'avis dont j'ay eu l'honneur de vous parler dans ma dernière lettre (2). Comme ses avis se sont trouvez véritables, j'ay cru qu'il méritoit bien une gratification de quatre pistoles, que je luy ay données, luy en laissant espérer davantage, s'il continue de bien servir. C'est par luy que j'ay eu les premiers avis qui se confirment de toutes parts que les réfugiés continuent à s'assembler dans le pays de Vaud, que tous les Ministres François et mesme quelques gentilshommes excitent hautement tous ceux qui sont capables de porter les armes à suivre l'exemple des autres et à aller secourir leurs frères; qu'il y en a déjà prez de deux mille engagez à suivre ce party, qui reçoivent actuellement la solde du Prince d'Orange et qui sont distribués (3) en divers lieux depuis Nyon jusqu'à Lauzane, que leur nombre augmente incessamment par l'arrivée de ceux qui partent de Genève et des autres plus éloignez, qu'outre les réfugiés, il se joint à eux des Suisses naturels, qu'ils attendent les armes qu'on fait venir pour leur donner, qu'ils ne partiront pas, néantmoins, qu'ils ne soient au nombre de quatre mille, qu'ils espèrent devoir estre remplis dans huit jours, que, depuis peu, il est encore arrivé à Morges une somme de douze mille livres pour leur subsistance, et qu'on en attend

(1) Les 6/16 septembre, d'Iberville avait représenté au Conseil de Genève que la préparation de l'expédition ne concernait pas seulement le duc de Savoie, mais principalement le roi de France, l'entrée et l'établissement des Vaudois dans leur pays n'étant qu'un prétexte pour permettre aux réfugiés français qui se joindraient à eux de provoquer un soulèvement dans le Dauphiné et le Vivarais (Archives de Genève, *Registre du Conseil*, vol. 189, p. 355). Ce n'avait été que le mardi 13 août, style ancien, soit trois jours avant l'embarquement de Vaudois à Prangins que le Consul de Genève reçut le premier avis de leur projet.

(2) *Aff. Etr., Genève*, vol. 5, fol. 181 original, Genève, 28 août 1689. Dans cette lettre, Iberville parle d'un Français établi à Lausanne depuis dix ans qui « vint jeudy toute la nuit exprez pour me donner avis que les réfugiés avaient paru dans un grand mouvement, au sortir des temples, où ils avaient passé la journée entière pour célébrer un jeusne », et que les réfugiés se préparaient au nombre de deux mille, à rentrer dans leur pays.

(3) Le texte porte « sans distribuer ».

de plus grandes, que le dessein de ces gens là est d'aller dans leur pays porter des armes à ceux de leur religion pour les mettre en estat de se révolter, supposant que la volonté y est toute entière, que ces armes seront prises dans les Vallées où il y en a beaucoup de cachées avec des balles de fonte et mesme de la poudre, mais on suppose qu'elle sera gastée, qu'il est party quelques Ministres pour aller dans les Cévennes, en Languedoc et en Dauphiné préparer les voyes de ces gens là et disposer les autres religionnaires à la révolte. Enfin, Monseigneur, il y a un très grand mouvement parmy les réfugiés, et je suis persuadé qu'ils sont résolus de tout hasarder pour rentrer dans le Royaume et qu'on ne sçauroit trop prendre de précautions pour prévenir les troubles qu'ils tascheront d'exciter.... (1).

Il me semble, Monseigneur, qu'il est important de découvrir et de pendre sans rémission ces sortes de gens et de chastier sévèrement les religionnaires qui sont en France, qui entretiennent des commerces secrets avec les réfugiés. La crainte de la corde a retenu jusqu'à présent ceux qui ont quelque bon mestier et de quoy subsister, et les empesche de prendre party avec les misérables qui s'attrouppent. Il faut entretenir cette crainte par la punition rigoureuse de ceux qui seront surpris en faute.....

On a posé divers corps de garde en Savoye, mais si foibles et composez de gens si peu résolus, qu'il n'y en a aucun capable d'arrester les religionnaires. Les gens qui sortent d'icy pour aller en France, viennent me demander des passeports ou certificats, qu'ils ne sont ny huguenots ny Luzernois, mais il me souvient, Monseigneur, que, sur les plaintes que fist M.^r le Duc de Savoye, il y a quelques années, qu'on pouvoit abuser de ceux que mon prédécesseur avoit donnez en pareil cas, il reçut ordre de n'en plus donner aucun, et je continueray de les refuser si vous ne m'ordonnez le contraire.

.

Un nombre de réfugiés assez considérable avoit dû renoncer à partir avec l'expédition d'Arnaud. Les uns étaient sans armes, d'autres étaient arrivés trop tard à Nyon pour s'embarquer avec leurs compatriotes.

Encouragés par le succès de ces derniers et pensant réussir là où leurs frères avaiènt passé sans difficultés, « ils reprirent

(1) Le passage suivant est relatif aux mesures énergiques que propose le résident pour empêcher les réfugiés français en Suisse de rentrer dans leur pays.

tout à coup courage », suivant l'expression d'Arnaud, « et comptant aller cueillir les roses dont les autres venaient d'enlever les épines », ils préparèrent à leur tour l'invasion de la Savoie.

Le capitaine Bourgeois, pris de regrets tardifs d'avoir décliné le commandement de la première expédition, se mit à la tête des retardataires et prépara leur départ pour les Vallées.

« Mais », ajoute Arnaud dans le merveilleux récit qu'il a laissé de la Glorieuse Rentrée, « comme ceux qui s'engageaient n'avaient point en vue la gloire de Dieu et qu'ils n'étaient point animés, comme les Vaudois, par l'amour de la religion et de la patrie, il ne faut pas s'étonner si ce projet eut une issue aussi malheureuse ».

Le fait est que Bourgeois avait dû prendre tout ce qui se présentait pour augmenter le nombre de ses soldats; beaucoup de gens sans asile et dénués de moyens de subsistance étaient venus s'enrôler sous sa bannière.

D'Iberville suivait avec vigilance les mouvements des réfugiés ou « séditieux » comme il les appelait.

Trois espions avaient par lui été attachés à leurs trousses, il tenait les commandants des troupes duciales en Savoie au courant de tout ce qu'il apprenait par ses émissaires et il se trouvait en mesure de renseigner exactement Colbert de Croissy, le secrétaire d'Etat de Louis XIV, dans un rapport détaillé ou perceait une certaine perplexité sur la route que prendraient les compagnons de Bourgeois pour leur rentrée en Piémont. Quatre itinéraires se présentaient devant eux: le premier était celui qu'avait choisi Arnaud, le second passait au sud de Genève et empruntait le passage bien connu du Fort de l'Ecluse, le troisième les faisait passer par les montagnes du Valais et le Chablais et le quatrième, enfin, par Zurich et les Grisons.

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
fol. 199, original.

Genève, 12 septembre 1689.

Monseigneur,

Je m'estois utilement servy de l'avis que je reçeus mercredy dernier de M.r le Marquis D'Arcy (1), que les Luzernois n'avoient passé le Mont-Cenis que le 2.e de ce mois, que M.r le Duc de Savoye avoit envoyé des Dragons pour les arrester, et que M.rs d'Herleville et de Larré, qui étoient aussy avertis de leur marche, sçauroient bien empêcher leur passage sur les terres du Roy. Je voyois, Monseigneur, avec bien du plaisir, que l'entreprise de ces séditieux étoit traitée icy de folie et que plusieurs des réfugiés qui songeoient à suivre leur exemple en étoient dégoustez. Les choses ont changé de face depuis ce temps là, et, par la nouvelle qu'on en a reçue que ces gens là ont passé sur le ventre aux Dragons de Savoye dont ils ont essuyé le feu à Jaillon, qu'ils ont forcé le pont de Salbertran, malgré la résistance de quelques troupes du Roy, commandées par M.r le Marquis de Larré qu'on dit avoir esté blessé, et qu'enfin ils ont gagné par des chemins détournés la vallée de Pragelas, où ayant estés renforcez par la jonction de plusieurs des religionnaires de ce pays là, ils se trouvoient en estat de se rendre maistres de leurs vallées, j'aurois eu peine à croire cette nouvelle, si elle ne m'avoit esté mandée par M.r le comte de Bernex (2) qui a esté envoyé par M.r de Savoye pour commander dans tous ces quartiers.

Depuis qu'elle a esté répandue icy, les réfugiés ont repris courage et j'apprens par les espions que j'ay parmy les attroupez, qu'ils ne croient plus rien d'impossible et qu'il n'est point d'entreprise, quelque téméraire qu'elle puisse estre, à laquelle ils ne soient capables de se porter dans la confiance que leur donne le succez de celle des Luzernois. C'est, en effet, Monseigneur, une chose étonnante que huit cens misérables, sans discipline et sans chefs, ayent passé le lac de Genève à quatre reprises différentes, sur de très chétifs bateaux, à un endroit où il a plus de trois lieues de largeur, qu'ils ayent fait leur

(1) René Martel, marquis d'Arcy, avait été nommé en 1684 ambassadeur de Louis XIV à Turin, où il séjourna jusqu'en 1689. En septembre de cette année, il fut nommé gouverneur du duc de Chartres. Il est mort en 1694.

(2) Charles Amédée, comte de Rossillon, marquis (et non pas comte) de Bernex, baron de Saint Genix et de Gaillard, lieutenant général des armées de Son Altesse.

descente sur une coste toute découverte sans que le marquis de Coudray (1), averty par moy de leur dessein, ait posé seulement une sentinelle pour observer ce qui se passeroit sur le lac, et qu'enfin ils ayent traversé plus de cinquante lieues de pays sans qu'aucune personne se soit mise en devoir de leur disputer des passages que dix hommes pourroient garder contre dix mille. M.^r le Marquis d'Arcy m'a mandé que la lettre que j'écrivis audit marquis de Coudray, dez le 26, ne fut rendue à M.^r le Duc de Savoye que le 31.^e et j'ay sçeu, en effet, qu'elle ne luy avoit esté portée que par un pedon, soit faute de chevaux ou de crainte que le voyage d'un courrier ne fust pas approuvé ny payé à Turin. Si j'avois pu prévoir une si grande négligence, si peu pardonnable dans une occasion de cette importance, j'aurois depesché moy mesme à M. le Marquis d'Arcy et à M.^r le Duc de Savoye qui auroit reçu l'avis dez le 27 [et] auroit pu donner à temps les ordres nécessaires pour fermer les passages des premières montagnes. Ce que M.^r D'Arcy adjoute, que, sur l'avis que j'avois donné de la marche de ces gens là, il avoit depesché un courrier à la Cour, m'a fait faire cette réflexion, que j'aurois peut estre deub le faire moy mesme avant luy, mais j'avoue, Monseigneur, que j'avois regardé cette entreprise comme la plus extravagante qui ait jamais été conçue, et que j'en croyois le succez impossible.

L'échantillon que je viens de voir de la poltronerie des Savoyards et de la pitoyable conduite de ceux qui les commandent, me laisse croire présentement qu'il n'y a rien qu'on ne puisse impunément entreprendre contre eux.

Cette opinion, Monseigneur, fait que je considère l'armement de nos réfugiés pour suivre les Luzernois comme une chose importante et dont les suites pourroient estre considérables si elles n'estoient prévenues de bonne heure, j'ay donc cru qu'il ne falloit rien épargner pour estre averty de ce qui se passe parmy eux, et j'y ay trois espions qui m'informent de toutes choses. Comme ce sont gens de leur religion (étant impossible d'en avoir d'autres) je n'aurois jamais pu compter surement sur les avis d'un seul, et c'est par la conformité de ceux que je reçois des trois ensemble, que je juge qu'ils sont fidèles. J'ay soin d'en faire part à tous les officiers qui ont quelque commandement en Savoye, et j'ose dire sans vanité que je ne leur suis pas inutile. Car, c'est une pitié de voir comme ils sont servis et avec quelle facilité ils gobent les faux avis que les séditieux leur font donner

(1) Jacques d'Allinges, marquis de Coudrée, avait reçu en 1688 le commandement général des troupes d'ordonnance du duc de Savoie en Chablais et Faucigny.

exprez pour les tenir toujours en inquiétude, pour fatiguer leurs milices qui sont déjà sur les dents et les obliger peut estre de dégarnir les postes par où ils ont intention de passer.

Le S.^r Bourgeois de Neuchastel qui a longtemps servy dans les troupes suisses en qualité de lieutenant, doit commander tous ces séditieux. C'est luy qui a choisi les capitaines et les autres officiers des compagnies qui seront formées des réfugiés qu'on enrôle dans toutes les formes, desquelles le nombre n'est pas encore réglé. Il le sera sur celui des soldats qu'on aura. Tous les ministres réfugiés qui sont en Suisse, sans exception, excitent par toutes sortes de belles promesses tous ceux qui sont en estat de porter les armes, à prendre party, et ceux qui topent à la proposition sont dez ce moment là soudoyez à quatre sols par jour et deux livres de pain et envoyez dans les villages afin que les baillifs puissent dire qu'ils ont ignoré ces levées. Comme les enrollez sont distribuez en divers lieux, mes espions n'ont pu sçavoir encore précisément en quel nombre ils sont. On estime qu'il y en a déjà plus de deux mille. Il passe pour constant qu'ils ne partiront pas, qu'ils ne soient prez de trois mille, afin d'estre assez forts pour vaincre toute résistance et donner aux religionnaires qui sont en France assez de courage pour espérer qu'étant joints ensemble, ils pourront causer de grands embarras.

Outre que le nombre n'est pas encore complet, leur départ est retardé par le déffaut d'armes qu'ils attendent de Neuchastel. Ledit Bourgeois y est allé exprez pour les faire avancer, et j'ay envoyé sur ses pas un de mes espions, pour sçavoir quelle quantité il en aura pu tirer, car j'ay peine à croire qu'il y ait assez d'ouvriers dans cette ville là, pour fournir de quoy armer tant de monde.

Je vous diray, Monseigneur, à cette occasion, que, sur l'avis que j'eus par un de mes espions, que quelques uns des réfugiés qui sont partis d'icy avoient acheté des fusils dans cette ville, j'en parlay à ces Messieurs d'une manière à leur faire comprendre qu'il ne leur convenait pas de souffrir qu'il se passe rien icy qui donne le moindre sujet de soupçonner qu'ils trempent dans le complot des réfugiés et, sur celà, ils ont fait deffense à tous leurs bourgeois de se défaire d'aucune pièce d'armes. Sans cette précaution, il auroit été aisé aux séditieux de s'armer icy, où chaque bourgeois est fourni de bonnes armes par ordre des magistrats.

Il y a là, Monseigneur, un dessein formé sur le lieu du passage. Il est demeuré secret entre les chefs, sans estre venu à la connaissance de mes espions, qui ne s'accordent pas et ne parlent pas affirmativement sur cet article.

Voicy, Monseigneur, les observations que j'ay faites à ce sujet.

Supposé que le dessein des séditeux soit de se rendre à la frontière du Dauphiné, comme il y a toute apparence, je ne vois que quatre routes qu'ils puissent tenir.

La première est celle que les Luzernois ont suivie, c'est à dire passer le lac, descendre dans le Chablais et de là, traverser les montagnes du Fossigny, etc.

S'il étoit permis d'en juger par le nombre des milices qui sont sur pied en Savoye et par le mouvement que ceux qui les commandent se donnent présentement, on ne devroit pas craindre que ces passages pussent estre forcez par les séditeux, mais je ne puis revenir de la mauvaise opinion que j'ay conçue des Savoyards. Ils n'ont pas naturellement de courage. La plupart n'ont jamais vu tirer un mousquet, et la frayeur est si grande parmy eux, que les séditeux peuvent faire leur descente et que, s'ils mettent le feu à droite et à gauche, comme ils y sont résolus, tout le monde prendra la fuite et courra pour éteindre le feu. Il me reste néanmoins quelque confiance en la capacité et la vigueur du comte de Bernex, qui a longtemps servi en France.

La seconde route que les séditeux peuvent prendre, est celle du pays de Gex. S'il n'estoit question que d'y entrer et de le brusler, ce leur seroit une chose aisée, car il est entièrement ouvert du costé de Suisse, et les habitans ne sont pas en estat de se deffendre parce, que la plupart sont nouveaux convertis, auxquels on a osté les armes, et que les anciens catholiques, capables de les porter, ne montent pas à plus de trois cens hommes, sans qu'il y ait une seule personne d'autorité capable de les commander. Pour sortir du pays de Gex, il n'y a que trois passages: Genève dont assurément les portes ne seront pas ouvertes aux séditeux, les quatre bacs qui sont sur le Rhône, et le fort de l'Ecluse.

J'ay averty Messieurs de Genève de donner de bons ordres pour empêcher que les séditeux ne se servent du bac de Penay, qui est à eux des deux costez. Il y a des corps de gardes posés vis à vis des trois autres, avec l'ordre d'en couper les cordes au premier avis qu'on auroit qu'il paraistroit du monde. M.^r le comte de Bernex, auquel appartient le bac de Chancy, y donne son consentement de bonne grâce. A l'égard du fort de l'Ecluse, le gouverneur est un homme sage, vigoureux, et sur lequel on peut compter.

Il y a un lieutenant qui a aussi du service et de la fermeté, et quoy qu'ils n'ayent que seize soldats qui ne suffiroient peut estre pas pour deffendre le fort s'il estoit attaqué des deux costez par des troupes

réglées, il me paroist qu'il n'y en a rien à craindre, en cette occasion, de misérables qui n'ont ny expérience ny discipline.

La troisieme route pour aller du pays de Vaud en Piedmont est par le Vallay. Les Luzernois tentèrent d'y passer, il y a environ un an, et ils furent vigoureusement repoussez par les Valaisiens au pont de S.t Maurice sur le Rhosne. Je ne crois pas, Monseigneur, qu'estans catholiques, et d'ailleurs, ayant marqué dans les derniers temps d'assez bonnes intentions, ils soient capables de se laisser gagner pour permettre le passage à des religionnaires en armes, mais je ne sçais s'ils seroient assez forts pour soustenir contre trois mille hommes si, contre mon opinion, il étoit vray que le nombre des séditieux fust si grand.

La dernière route est celle de Zurick et des Grisons. Mais, outre qu'elle est extrêmement longue et qu'on auroit le loisir de se mettre en estat de bien deffendre la frontière du Piedmont de ce costé là, je ne puis me persuader que les Zuriquois ny les Grisons permettent le passage sur leurs terres.

Les séditieux doivent avoir prévu ces difficultez qui paroissent insurmontables. Néanmoins, leur fureur est si grande, qu'ils n'envisagent que le but qu'ils se proposent et qu'ils regardent comme la fin de leurs maux et le principe de toute sorte de félicité, sans songer aux moyens d'y parvenir.

J'oubliois de vous dire, Monseigneur, que l'on a envoyé ramasser le peu qui reste des Luzernois épars en divers lieux de Suisse et d'Allemagne, afin qu'ils servent de guides aux réfugiés. C'est une preuve certaine que le dessein est d'aller en Dauphiné et non pas en Angleterre, au service du Prince d'Orange, ni en Allemagne, à celui de l'Electeur de Brandebourg, ny en Franche-Comté, comme quelques spéculatifs le pensent. Il y auroit quelque attention à faire sur la Franche-Comté, si les peuples de cette province n'avoient en horreur les gens de la Religion Prétendue Réformée, ainsy il n'y a aucune apparence qu'ils puissent concourir ensemble à cette révolte.

Les baillifs du pays de Vaux ne font plus de façon d'avouer la connoissance qu'ils ont eue du dessein des Luzernois et l'on se moque hautement du bailli de Morges qui, n'entendant pas finement comme les autres les ordres de ses supérieurs, arresta quatre vingt des premiers séditieux qui sont passez. On dit aujourd'hui nettement en Suisse que M.r le Duc de Savoye n'ayant pas exécuté la promesse qu'il avoit faite de relascher les ministres des vallées qui sont devenus prisonniers dans le chasteau de Miolan, M.rs de Berne n'étoient plus obligez de tenir, de leur costé, la parole qu'ils avoient donnée à ce prince de ne pas permettre aux Luzernois de retourner dans leur pays.

J'ay dit, Monseigneur, à ceux qui m'en ont parlé, que si M.rs de Berne avoient voulu mettre M.r le Duc de Savoye dans tout le tort, ils devoient l'avertir une dernière fois de la résolution qu'ils avoient pris, avant que de l'exécuter comme ils ont fait, et j'ay adjousté que, puisqu'il ne s'agit plus de Luzernois ny du manquement de parole de M.r le Duc de Savoye, j'avois peine à croire qu'on souffrist que des sujets rebelles de sa Majesté fissent ce qu'on a permis aux Luzernois, qu'ils soient enrollez publiquement et qu'ils s'assemblent en armes dans les terres de Messieurs de Berne pour aller porter la révolte dans le Royaume. Les baillifs, auxquels j'ay sçeu que ces discours ont esté reportez, ont fait la sourde oreille, et, comme les réfugiés ne leur sont pas moins à charge que les Luzernois, ils concourent également aux desseins des uns et des autres.

J'en ay donné avis à M.r Amelot, par trois lettres consécutives, afin qu'il fist donner aux baillifs, s'il le jugeait à propos, des ordres précis de dissiper les attrouppez, qu'il avertist les Valaisiens de ne se pas laisser surprendre, et mesme qu'il taschât d'empescher le transport des armes qu'on attend de Neuchâstel. Mais, n'ayant reçu aucune reponse de luy, j'ay soupçonné que mes lettres ont esté retenues à Berne, et j'ay cru devoir luy réitérer les mesmes avis par un exprès que j'ay envoyé par des chemins détournez, de crainte qu'il ne fust assommé ou arrêté, soit dans les lieux où sont les séditieux, ou dans Berne. Je viens d'apprendre, Monseigneur, qu'il se tient présentement une diète à Bade (1) qu'on croit convoquée exprès pour cette affaire. Cet avis me donne quelque espérance que M.r Amelot aura reçu mes premières lettres assez à temps.

Le bruit court icy que le Gouverneur de Milan a arrêté les cent seize Luzernois qui avoient esté livrez par Messieurs d'Ury aux officiers de M.r le Duc de Savoye (2).....

Les avis que je viens de recevoir de mes trois espions, Monseigneur, confirment tout ce que j'ay eu l'honneur de vous mander cy-dessus, et surtout que les séditieux sont déjà au nombre de plus de deux mille, entre lesquels il y a beaucoup de paysans des Cévennes. Voicy les noms qu'un d'eux m'envoie de quelques uns des officiers qui les doivent commander. Le chef est le nommé Bourgeois de Neuchâtel, les capitaines sont les nommez Badian et Aiguillon, de S.t Jean d'Albret dans les Cévennes, Signeux Suisse Robert (sans dire d'où il est) et

(1) Iberville fait ici allusion à la diète qui fut réunie à Baden le 11 septembre 1689. (Collection officielle des *Recès fédéraux*, t. VI, 2, p. 294-301).

(2) Dans le passage suivant, Iberville parle de l'hostilité du prince d'Orange et des Anglais contre le duc de Savoie.

Couteau, de Salins en Dauphiné. Les ministres qui doivent marcher avec eux sont Jordan et Julian, aussi de Dauphiné. L'un de mes espions m'assure bien positivement (sans pourtant m'en dire aucune circonstance) qu'il y a en Dauphiné un gros party prest à esclater à l'arrivée de ces gens cy, et que des réfugiez de cette province ont pris les devants pour exciter leurs frères à lever le masque. Quoy que je sois persuadé, Monseigneur, que cela se dit sans fondement pour encourager ces misérables qu'on veut mener à la boucherie, je vais néanmoins envoyer un exprez pour porter à M.r Bouchu (1) tous les avis que je viens de recevoir. Deux de mes espions disent qu'il y a dans le party un tiers de Suisses bien armez, ce que j'ay beaucoup de peine à croire, connaissant le genre paresseux de cette nation et peu porté aux entreprises de vigueur. Je vais leur mander de bien approfondir un fait si important.

Tous les trois conviennent qu'ils ont presque tous des armes, qu'ils ont achetées, partie des paysans suisses, partie des francomtois, et le reste à Neuchastel. Je ne puis encore adjouster foy aisément à ce qu'ils disent des armes vendues par les francomtois que je sçais qui sont désarmez depuis longtemps. Au reste, le départ (au rapport des trois) pourra estre vendredy prochain. Le passage se doit faire en deux bandes sur le lac, l'une à une lieue de cette ville, l'autre entre Rolle et Nyon.

La résolution de mettre le feu dans les villages de Savoye, si on leur résiste, est constante, mais ils méprisent tellement les Savoyards, qu'ils n'appréhendent pas seulement qu'ils osent paroistre devant eux, l'un des trois espions adjouste par postscript que les baillifs Suisses venoient de faire deffence à tous les bateliers de passer le lac, sur peine de la vie. Je doute, Monseigneur, que cet ordre soit bien exécuté, et les baillifs qui ne l'ont peut estre donné que pour sauver les apparences, croiront estre bien justifiez de leur connivence, en disant que les bateliers auront esté forcez le pistolet sur la gorge. Si les intentions de ces Messieurs étoient droites et sincères, ils devraient envoyer leurs bateaux dans ce port qui est fermé de chaisnes. En ce cas, il ne resteroit de chemin aux réfugiez que S.t Gingot [S.t Gingolph], par le Vallay, que j'ay dans l'esprit qu'ils veulent forcer, et je suis confirmé dans cette pensée par l'avis que j'ay eu que le gros des séditions est dans le bois de Jaurat [Jorat] au delà de Lauzane.

J'ay continué de faire de petites gratifications à mes espions, en attendant vos ordres sur de plus grandes que je leur ay fait espérer

(1) Intendant de Louis XIV en Dauphiné.

et qu'ils me paroissent mériter, en risquant leur vie comme ils font. Il vous plaira, Monseigneur, me marquer jusqu'où je les porteray.

J'ay bien envie d'envoyer avec les séditieux le nommé Salneuve, cy devant mareschal des logis, dont j'ay eu l'honneur de vous parler dans ma dernière lettre, pour donner à M. Bouchu et aux autres officiers du Roy les avis de ce qui se passera dans leur marche. Il est hardy et intelligent, et j'ay reconnu que ses avis sont fidels. Je ne crois pas que vos ordres sur cela puissent venir à temps (1).....

Sur les avis qui m'avoient esté donnez qu'il y avoit sur la coste du passage de Vaux quelques bateaux appartenans à des Genevois, dont les séditieux pourroient se servir pour passer le lac, j'en ay parlé à Messieurs de Genève qui, sur le champ, ont envoyé un exprez pour ordonner aux bateliers de les ramener incessamment, et ils ont défendu à tous ceux qui sont dans leur port d'en sortir sans permission. Je vois, Monseigneur, qu'on a icy un véritable chagrin de ce qui se passe en Suisse, dont les suites paroissent fort à craindre. Je parle des sentimens des magistrats et des honnestes gens de la ville et non pas de la populace qui fait des vœux ardens pour les séditieux.

Les Savoyards, qui ne font aucune distinction sur celà, sont enragez contre toute la ville de Genève et ils menacent hautement de tirer vengeance de la part qu'elle a au complot des religionnaires. Aprez avoir examiné avec un très grand soin ce que peut estre, je n'ay pas trouvé, Monseigneur, qu'il y eut aucun fondement à leurs plaintes, et j'ay sujet d'estre content de la disposition où sont ces Magistrats de faire tout ce que je pourrois désirer d'eux pour marquer le contraire. Ils m'ont envoyé une députation exprez pour me prier de leur faire connoistre s'il y a la moindre chose dans leur conduite ou dans celle de leurs bourgeois qui me donne quelque soupçon, afin de la réparer et de dresser de la manière que je leur prescriray. Ce sont leurs propres termes.....

Tandis que le résident de France à Genève observait les mouvements des Vaudois, l'ambassadeur du roi à Soleure, tenu au courant par lui, s'était présenté devant la diète de Baden, pour protester contre ce qu'il appelait une violation de la parole donnée par les Cantons protestants dans le « Conventant » proposé au duc de Savoie.

(1) Vient ensuite un passage relatif aux affaires d'Angleterre.

A cette diète, (1) le délégué de Lucerne, prenant la parole au nom des Cantons catholiques, constata que, malgré les assurances données par les Cantons protestants à la diète précédente du mois de juin, les Vaudois avaient eu toute facilité pour exécuter leur invasion à main armée en Savoie, et il crut devoir engager les Cantons protestants à remédier à ce qu'ils avaient toléré, dans le passé, en prenant toutes les mesures indiquées par les circonstances pour en éviter le retour.

Après lui, le délégué de Zurich prononça un plaidoyer chaleureux en faveur des exilés en terre de Suisse. Il rappela tout ce qu'ils avaient eu à souffrir de leurs souverains naturels et déclara que bien que l'ambassadeur du duc en Suisse eût pris l'engagement de les faire tous passer dans ce pays, un grand nombre avaient été jetés dans les fers, les autres expulsés de Savoie avec une rudesse si grande que, par le froid et les mauvais chemins, beaucoup d'adultes et d'enfants avaient péri. Les Cantons protestants déclaraient n'accepter aucune responsabilité au sujet du retour dans leur pays de tous ces malheureux qui, poussés par un amour sans bornes pour leurs Vallées, s'étaient réunis en bandes, sans vouloir écouter les conseils pressants qui leur étaient donnés et s'étaient exposés en rentrant de force dans leur patrie à une ruine totale.

AMELOT, AU ROI.

Paris *Aff. Etr. Suisse*
vol. 89 p. 132 original.

Baden, 13 septembre 1689.

Sire,

J'arrivai icy samedi au matin dixiesme de ce mois. Les Députés Catholiques s'assemblèrent le même jour et le Comte de Govon, Envoyé Extraordinaire de Savoye, alla dans leur assemblée faire des plaintes contre la conduite des Cantons Protestans et de celui de Berne en particulier. Les uns et les autres ayant plusieurs fois donné

(1) Voir le compte rendu des délibérations de cette diète dans la Collection officielle des *Recès fédéraux*, t. VI, 2, p. 296 à 299.

parole, et par des résultats des Diettes, et par des lettres, et aux Cantons et à M.^r de Savoye, que non seulement ils ne donneroient aucun secours ni aide aux Piémontois réfugiés, mais mesme de ne jamais permettre qu'ils tentassent de rentrer dans les Estatz de ce Prince, je n'ay pas manqué de représenter aussi ausdits Députés Catholiques de quelle extrême conséquence pourroit estre l'attroupement et le passage des réfugiés armez, par la Suisse, l'infraction qui a esté faite par là aux traittez de paix et d'alliance que les Cantons ont avec Vostre Majesté et la nécessité qu'il y avoit de prévenir les effets de la mauvaise intention des Protestans, qu'il n'estoit plus possible de dissimuler. J'ay cru mesme qu'il estoit bien de donner un Mémoire à la Diete sur ce sujet, et les avis réitérez que je viens de recevoir de M. d'Iberville par un Exprès, m'ont encore déterminé à le faire d'une manière plus précise. J'en joins icy la coppie. Les Députés Catholiques se sont expliquez, ce matin, très fortement avec les Protestantz, et ceux cy ont demandé du temz pour répondre. Ces derniers sont actuellement assemblez pour consulter entr'eux. Dans le particulier, ils ne manquent de s'excuser et de prétendre cause d'ignorance de tout ce qui s'est passé, mais il faut des effets pour les disculper et que M.^{rs} de Berne par dez ordres qui soient promptement exécutez, dissipent comme il leur est aisé, tout ce qu'il y a de réfugiés qui sont encore sur le point de s'assembler dans le pays de Vaux. Le Gouverneur de Neufchatel, en réponse de ce que je luy avois escrit, m'assure qu'il n'y a point eu d'armes fabriquées pour les réfugiés dans cet Estat là, qu'il s'en est exactement informé, et qu'il y veillera dans la suite. Il adjouste qu'un vieux réfugié de Grenoble, nommé Durand, qui a quitté Zurich pour s'aller établir à Genève, dit que le Prince d'Orange avoit escrit qu'on devoit remettre cette entreprise au Printemps, mais que le Ministre Arnaud a précipité l'affaire.....

AMELOT, AU ROI.

Paris Aff. Etr. Suisse
vol. 89 p. 148 original.

Soleure, 17 septembre 1689.

Sire,

J'eus l'honneur de rendre compte mardi dernier à Vostre Majesté de l'état où estoient les affaires de la Diette. Les Protestans ont taché de s'excuser en commun, comme ils avoient fait en particulier

et ont protesté qu'ils n'avoient nulle connoissance du dessein des Réfugiez. J'ay reçu une très longue lettre de Messieurs de Berne, dans laquelle ils prétendent aussi justifier leur conduite par des détails qu'il seroit ennuyeux de rapporter et qu'on n'est pas obligé de croire. Jedy dernier, je reçus de nouveaux avis de M.r d'Iberville qui m'apprenoient diverses circonstances d'un second attroupement des françois Réfugiez. Les Députés de Fribourg reçurent en mesme temz des lettres de leur Canton, qui marquoient qu'on avoit arrêté, dans un de leurs villages, trois Réfugiez qui alloient joindre les autres dans le país de Vaux, que ces gens n'avoient esté pris qu'après s'estre defenduz, que l'un d'eux se nommait Basti, beau-frère du Ministre Arnaud, il estoit un des conducteurs de ces misérables, qu'on avoit trouvé sur luy une lettre escrite de Lauzane par un chef de ces Réfugiez appelé Tolosan, qui faisoit connoistre qu'il y en avoit encore 600 qui devoient venir du país de Wurtemberg, qu'on avoit aussi trouvé sur luy un mémoire de l'argent employé pour achepter des armes en divers endroitz des terres des Cantons Protestanz, et qu'il avoit confessé avoir reçu 2000 escus du S.r Conventant, agent des hollandois à Zurich. Les Députés de Fribourg me donnèrent aussitost part de ces nouvelles.

Le lendemain matin, j'envoyai un mémoire à la Diette, formé des avis que j'avois reçeus de M.r d'Iberville, et les Catholiquez, ayant en main les pieces envoyées de Fribourg, firent une recharge aux Protestans, qui les obligea de promettre formellement de prendre toutes les mesures nécessaires pour remédier à ce mal. Ce ne fut pas sans quelque chaleur de part et d'autre, mais enfin l'on est convenu, ce matin, unanimement, de mettre ordre incessamment à dissiper ces Réfugiez et empescher qu'il n'en revienne d'autres de la manière qu'il est expliqué par un résultat que j'ay tiré du secrétaire des Diettes, et que je joins icy.

Les Députés de Zurich et de Berne me sont venus voir en particulier et ont protesté de leur innocence et de celle de leurs supérieurs par des déclarations les plus fortes et les plus précises. Je leur ay dit que je ne demandois pas mieux que de les croire, mais que les apparences estoient si fortes, qu'ils ne pouvoient se justifier qu'en arrestant ce désordre et en punissant ceux de leurs sujets qui l'avoient favorisé, et qu'il ne faloit que peu de jours pour en estre éclairci par des effectz.

Par tous les avis qui sont venus la dessus, il est constant que l'argent et les armes ont esté fournies (*sic*) par les Hollandois, que le dessein estoit formé de faire une irruption dans le Daupiné par le

moyen de ces Réfugiez, et qu'ils espéroient que tous les nouveaux convertis de cette province se soulèveroient en leur faveur. On adjouste que le Gouverneur de Milan et les Gennois devoient appuyer cette entreprise par des troupes qui se joindroient aux réfugiez; mais, à cet égard, il n'y a que des discours sans preuves.

Les Catoliques ont bien connu toutes les conséquences de cette affaire et l'ont prise avec chaleur. Il m'a semblé que, dans une telle rencontre, ils ne pouvoient faire moins, mais, de mon côté, j'ay toujours exhorté les uns et les autres à l'union, et, dans les deux mémoires que j'ay donnez, (1) j'ay toujours adressé mes plaintes aux Cantons en général, sans rien imputer en particulier aux Protestans.

Pendant que l'ambassadeur usait de son influence pour engager les Cantons à empêcher le départ des Vaudois, le résident exerçait de son côté une pression sur Louis XIV qu'il engageait vivement à faire marcher en Dauphiné un nombre de troupes suffisant pour s'opposer à la rentrée des « séditieux ». Il était en effet très tourmenté de voir parmi eux un grand nombre de Français qui pouvaient être tentés de profiter de l'expédition de Bourgeois pour rentrer en armes dans le royaume.

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
fol. 213 minute.

Genève, 20 septembre 1689.

Monseigneur,

Les séditieux continuent de s'assembler dans le pays de Vaux, et leur dessein est assurément d'aller en Dauphiné pour se joindre aux religionnaires de ce pays là, où l'un de mes espions, assez intelligent, m'assure qu'il y a un party considérable prest à lever le masque à leur arrivée, sans avoir pu néanmoins jusqu'à présent en découvrir aucune particularité.

(1) Voir dans *Paris Aff. Etr. Suisse*, vol. 89, le mémoire remis le 14 septembre à la Diète par l'ambassadeur et dans *Paris Aff. Etr. Suisse*, vol. 87, p. 231 copie, son mémoire du 16 septembre à la même Diète. Voir également dans *Paris Aff. Etr., Suisse*, vol. 87, p. 333 et 334 copie, les deux réponses de la Diète à l'ambassadeur, du 16 septembre, par lesquelles elle condamnait l'expédition des Vaudois.

L'entrée des Luzernois dans leur vallée, après avoir forcé le passage de Salbertran, deffendu par M. Delarré [de Larrey] en personne, et taillé en pièces les meilleurs régimens de M.^r le Duc de Savoye qui gardoient les dites vallées, a achevé d'échauffer le courage de nos réfugiés. Il n'y avoit, dans le commencement, que les misérables qui prenoient party, mais, à présent, les gens de métier et plusieurs mesme qui ont de quoy vivre, courent en ville se joindre aux autres. Les Ministres leur disent que le temps de la délivrance est venu, que les Prophéties commencent à s'accomplir, que le passage des Luzernois, la résistance de Londonderry gouvernée seulement par un ministre, la ruine du Roy d'Angleterre, et, en dernier lieu, la prise de Mayence sont des marques invisibles de l'assistance divine en faveur des Protestans, et qu'il faut tout risquer pour concourir à l'exécution des desseins de la Providence. Les misérables sont tellement frappez de ces impertinens discours, qu'ils ne croient pas que rien soit capable de les arrester, et l'on diroit, à voir leur joye et leur confiance, qu'ils sont plustost à la nopce qu'au gibet qui les attend.

Mes espions ne s'accordent pas toutà fait sur le nombre des attroupez, aussy, Monseigneur, est-il difficile de le savoir au juste, parce qu'ils sont distribuez en différents lieux, mais ils conviennent tous qu'il y en a beaucoup plus de deux mille à la réserve d'un qui prétend avoir vu le role, et ne les fait monter qu'à environ 1800 en y comprenant cinq cens Allemans du pays de Wirtemberg et des pays voisins qui ont esté bruslez, qu'ils attendent avec impatience. Ils assurent, tous également, qu'il y a parmi ces séditieux plus de six cens Suisses, dont la pluspart ont servy en France, qui vont avec les autres, ou par zèle pour leur religion, ou dans l'espérance de s'enrichir du pillage des Eglises. Et c'est pour les encourager qu'on a répandu le bruit que l'abbaye d'Oulx a esté pillée par les Luzernois, et qu'ils y ont trouvé cent quatre vingt mil livres. Ces Suisses ne font pas de façons de dire que c'est avec la permission de leurs Supérieurs qu'ils se sont engagez et il est bien sçur que, sans cela, ils n'auroient osé le faire. La pluspart se sont donnés des chapeaux bordez et ont mis sur le trousis du ruban orange (1). Les séditieux ont à présent plus d'armes qu'il ne leur en faut. Il leur en est venu deux bâles d'Allemagne qui ont passé par Berne. Une autre partie est venue de Neuchastel, quoy que le gouverneur l'ait nié à M. Amelot, et le reste a esté vendu par des marchands de Franche-Comté et de Bourgogne dont on n'a encore pu découvrir les noms, moyennant trois escus pour chaque fusil. J'en

(1) Sans doute par reconnaissance envers Guillaume d'Orange, protecteur des Vaudois.

ay averti M.r du Bois, directeur des Postes à Lyon, qui a inspection sur cela.

L'argent se distribue assez librement aux séditions. Les Suisses sont payez à sept sols par jour et les François à cinq et à six, suivant les lieux, et deux livres de pain. C'est le S.r Signeux de Lauzane qui délivre l'argent. Ce sont presque toutes pistoles d'Espagne et d'Italie.

Chacun des séditions portera deux livres de bales et une de poudre. Ils ne porteront tous ensemble que soixante quintaux de pain qui se cuit actuellement dans Lauzanne. Ils ne veulent pas se charger beaucoup afin de faire plus de diligence et ils comptent de forcer les habitans du lieux par où ils passeront à leur en fournir. On dit qu'ils portent aussy environ 200 grenades.

Ils ont des bateaux plus qu'ils ne leur en faut pour traverser le lac tout à la fois, et j'avois bien jugé que la deffense aux bateliers de passer en Savoye, sur peine de la vie, n'estoit qu'une mômerie et une petite finesse des baillifs pour sauver quelques apparences.

Enfin, Monseigneur, il y a plusieurs jours qu'il ne manque rien à ces gens là pour l'exécution de leur entreprise, et leur départ n'a esté retardé que par l'attente des Allemands et de la nouvelle lune, et parce qu'ils voyoient tous les jours grossir leur nombre par l'arrivée de plusieurs réfugiez d'icy et des autres lieux de Suisse plus éloignez. Ils n'ont avec eux que soixante Piedmontois tout au plus. Les Grisons n'ont pas voulu laisser sortir ceux qui sont chez eux.

Le départ paroît fixé pour demain ou pour Mercredi au plus tard, soit que les Allemands soient arrivez ou qu'ils ne le soient pas.

Le dessein, jusqu'à présent, est de s'embarquer à Vidy près de Lauzane et d'aller gagner la pointe du lac vers S.t Gingot. On dit qu'il est, en cet endroit là, couvert de roseaux et d'herbes qui y rendent la descente très difficile mais, outre les difficultez qui se rencontrent de tous costez à leur passage, celle là paroît la moindre. Ils seront dans les montagnes presque aussy tost après avoir mis pied à terre. Le comte de Bernex, auquel je continue de faire part des avis que je reçois, aussy bien qu'aux autres officiers de M. le Duc de Savoye, a mis huit cens hommes des meilleurs qu'il ait pour garder le passage de S.t Gingot, et il ne reste plus rien à désirer, sinon que les bons ordres qu'il a donnez par toute la Savoye pour rompre les ponts soient bien exécutez.

Je luy rebats incessamment que les séditions méprisent fort les milices, et, qu'à moins qu'il n'en soit bien assuré ou qu'il n'ait quelques troupes réglées pour garder les défilez des montagnes, il doit y faire

creuser des précipices et couper entièrement toute communication d'une montagne à l'autre.

M.r le Marquis d'Arcy m'a écrit, Monseigneur, que M.r de Larré n'était arrivé au pont de Salbertran que deux heures avant le passage des Luzernois, et, qu'à peine avait-il eu le temps de disposer ses troupes, qu'il avoit esté attaqué par eux, que la faute venoit de ce que luy M.r d'Arcy, avoit esté averty trop tard par M.r le Duc de Savoye de l'entrée des séditieux dans ses estats et que le Col de Sis (1) avoit esté aisément forcé par eux, n'ayant esté trouvé gardé que par cinquante personnes. Je vous avoue, Monseigneur, que la négligence que je vois de tous costez, tant de la part de Son Altesse Royale que de celle de ses officiers, réveille quelquefois les soupçons que j'eus d'abord, ainsy que plusieurs personnes des plus éclairées de ce pays-ci, que ce Prince qui voyait peut estre avec chagrin une diminution d'environ dix mille pistolles dans ses revenus, depuis l'expulsion des Luzernois, n'étoit pas fâché de leur retour.

Quoy qu'il en soit, Monseigneur, j'ay cru que, dans une affaire de cette importance, qui regarde autant les interets du Roy que ceux de M. le Duc de Savoye, il n'étoit pas à propos de s'en rapporter uniquement à l'avenir, à ses soins ny à ceux de ses officiers, et que je devois envoyer directement à M.r d'Arcy les avis de ce qui se passe en ces quartiers. Comme il n'y a point d'ordinaire réglé d'icy à Turin, mais seulement un messenger qui ne part qu'une fois la semaine et qui est cinq jours en chemin, j'ai esté obligé d'envoyer un exprès pour porter à M.r d'Arcy et ensuite à M.r Bouchu qui est sur la frontière de ce costé là, des lettres par lesquelles je les ay informez amplement des projets des séditieux, afin qu'ils ayent le loisir de prendre de meilleures mesures pour empescher le succez de cette seconde entreprise, dont les suites seroient assurément à craindre. Car, je vois clairement, Monseigneur, que le restablissement des Luzernois dans leurs vallées n'est pas l'unique but qu'on s'est proposé, qu'on ne l'a regardé que comme une occasion propre pour donner commencement à la révolte générale des religionnaires qui sont en France et que les magistrats de Berne et peut estre ceux de Zurich, soit par zèle pour leur religion, soit par l'envie d'estre délivrez des réfugiés, soyt enfin par la hayne qu'ils ont contre la France, sont entrez dans le complot avec le Prince d'Orange et l'Electeur de Brandebourg (2)....

Si le Prince d'Orange en avoit été cru, on auroit remis l'affaire au

(1) Il s'agit du Col du Pis aux Vallées que les Vaudois passèrent le 26 septembre pour se rendre à la Balsille.

(2) Suivent quelques considérations générales sur la politique européenne.

printemps prochain. Mais Arnaud, ministre des Luzernois, homme chaud et impatient, n'a pu souffrir un si long délai et les Bernois, fatigués au dernier point de ces gens là, ont été ravis de les voir partir au plustost.

Quand on a vu, que, contre toute apparence, cette poignée de misérables sans aucun chef pour les commander (car assurément ils n'étoient pas plus de huit cens) ont passé au travers de toute la Savoye sans y trouver la moindre résistance, les Bernois et les émissaires du Prince d'Orange ont jugé qu'il falloit envoyer du monde pour les soutenir. Ils ont excité, sous main, leurs sujets à se joindre aux réfugiés, et l'Electeur de Brandebourg s'est chargé d'envoyer les cinq cens Allemands qu'on attend (1).....

Je ne trouve rien à redire à la conduite de Messieurs de Genève, à moins de les rendre responsables de la sortie des réfugiés qui étoient dans leur ville, mais je ne vois pas comment ils auroient pu l'empescher, à moins d'en tenir les portes fermées.

Ils ont donné, au premier mot que je leur ay dit, tous les ordres que j'ay désirés, soit pour empescher la vente d'aucunes armes, soit sur les bacs qu'ils ont sur le Rhosne, ou sur les bateaux qu'ils ont dans le lac et sur d'autres petites choses. Ils ont chassé deux ministres françois et deux ou trois réfugiés qui se remuoient assez ouvertement pour exciter les autres à prendre party. Et enfin, ils ont encore envoyé depuis deux jours deux scindics pour me demander ce qu'ils pourroient faire pour marquer publiquement qu'ils désapprouvent les projets des séditeux et qu'ils n'y trempent en aucune façon. Les Savoyards qui n'osent dire ce qu'ils pensent de la conduite des Suisses parcequ'ils les craignent, se deschainent contre les Genevois. Ils leur imputent tout ce qui se passe, sans pouvoir en apporter aucune preuve, et menacent de brusler les maisons que les Genevois ont dans les estats de Son Altesse Royale.

Je serois ravy de voir augmenter la hayne qui est depuis longtemps entre les Genevois et les Savoyards, si je n'estois persuadé qu'il est de l'intérêt du Roy que les choses demeurent présentement en ces quartiers, en l'estat qu'elles sont, et, dans cette pensée, je n'oublie rien pour oster aux Savoyards les fausses impressions qu'ils prennent trop aisément, et leur faire comprendre que la moindre hostilité qu'ils exerceroient contre quelqu'un de cette ville seroit suivie d'une représaille vingt fois plus forte et que, dans huit jours, toute la Savoye seroit en feu.

(1) Suit un passage peu important.

L'expres que j'avois envoyé à M.^r Amelot revint Vendredy et j'ay vu, Monseigneur, par la réponse qu'il m'a faite, que mes lettres ont esté arrestées comme je l'avois bien jugé. Il ne convenoit pas à Messieurs de Berne qu'il fust informé de ce qui se passoit chez eux. Il me marque que les Cantons Catholiques ont parlé aux députés des protestans d'une manière assez forte et qu'il alloit adjouster au mémoire qu'il avoit déjà dressé sur cette matière, diverses circonstances que je luy avois apprises. Je fis partir sur le champ un autre exprez, pour l'informer seurement et de bonne heure, tandis que cette affaire est sur le tapis à la Diette, de tout ce que j'ay découvert de l'intelligence des Bernois avec le Prince d'Orange et l'Electeur de Brandebourg, afin qu'il pust s'en servir pour faire encore mieux comprendre aux Catholiques quelles sont les veues des Cantons protestans et ce que la religion en doit appréhender (1)...

Je viens d'apprendre, Monseigneur, de très bonne source, que l'Electeur de Brandebourg doit envoyer au printemps prochain un ou mesme deux régimens de cavalerie dans le Milanois, pour passer dans les vallées et y soutenir les Luzernois, ainsy, Monseigneur, il est bien important de couper, de bonne heure, la racine du mal et d'envoyer assez de troupes pour dissiper les séditeux, avant qu'ils puissent rentrer dans leur pays et oster à tous autres l'espérance de pouvoir tenter impunément de semblables entreprises. Car, si la témérité de ceux cy n'est réprimée, et ceux qui en sont les auteurs punis comme ils méritent de l'estre, la Suisse deviendra le rendez-vous de tous les scélérats et les bandis qui sont au monde, pour s'y attrouper et passer en France par la Savoye pour se joindre aux religionnaires (2).

On ne connoist encore que sept ou huit de ceux qui doivent commander les séditeux, entre lesquels il y en a deux Suisses, sçavoir Bourgeois commandant et un nommé Marquis qui est de Nyon; les autres sont de Dauphiné, de Languedoc ou des Cévennes, et n'ont esté au plus que lieutenans. J'ay envoyé leurs noms et leurs portraits à M.^{rs} de Baille et Bouchu, afin qu'on ne les manque pas s'ils s'avisent d'avancer seuls dans le pays. Il y a plusieurs autres officiers résolus de passer avec les séditeux, mais, jusqu'à présent, ils se sont tenus cachez dans leurs chambres où ils ont pris des noms supposez pour empescher qu'on ne les connoisse. On vient de me dire que ces

(1) Suivent quelques considérations sur la sympathie du Canton de Berne pour le Prince d'Orange et son hostilité à l'égard de la France.

(2) Iherveille parle ensuite des religionnaires français établis à Genève et des mesures à prendre contre eux. Il en estime le nombre à cent cinquante seulement en état de porter les armes.

inconnus sont, pour la plus part, gens de service et qu'il y en a trois de Castres qui ont esté Capitaines. Il faut que le nombre de ces officiers soit grand, car les compagnies ne seront que de trente hommes. On les remplira des religionnaires qui se joindront sur les lieux.

Je donneray, Monseigneur, à celluy qui m'apporta les premiers avis de l'attroupement des Luzernois et qui a continué de m'en donner de fort fidèles de ce qui se passe parmy les séditieux, les trente pistoles dont Sa Majesté veut bien le gratifier. Je ne suis pas moins satisfait de mes deux autres espions qui ont fait plusieurs voyages, et dont la vie seroit en grand danger s'ils estoient découverts. Il vous plaira, Monseigneur, de me marquer si le Roy veut bien leur accorder quelque gratification. Il me paroist que de légères sommes ne seroient pas mal employées pour estre informé, dans ces conjonctures, de ce qui se passera parmy les religionnaires.

Après avoir mis à l'épreuve la fidélité du nommé Saleneuve ou Longueville, cy devant Mareschal de logis, je l'ay engagé à prendre party avec les séditieux, afin d'avertir les officiers des troupes du Roy et de M.r le Duc de Savoye de leur marche et de leurs desseins. Ils luy ont donné une compagnie dont son but est de rentrer dans le service en la mesme qualité de maréchal des logis, et si sa Ma.té y joint quelque petite gratification, il se tiendra trop récompensé.

J'ay envoyé aussy avec eux pour le mesme sujet le S.r Crestien qui a esté autrefois lieutenant en France et qui demeure icy depuis dix ans où il s'étoit fait Huguenot pour épouser une femme dont il étoit amoureux. Il me témoignoit depuis longtemps un vif repentir de sa faute, me priant de luy ayder à trouver des moyens de sortir d'icy et de pouvoir subsister en France avec sa femme et ses enfans. Comme il a de l'intelligence, il m'a paru propre pour servir utilement dans cette occasion. Les séditieux luy ont aussy donné une compagnie. Une gratification médiocre avec un employ de sept à huit cens livres, soit dans la guerre ou dans les fermes du Roy, le contenteront et serviront à tirer cet homme du précipice où il est, et à convertir la femme et les enfans. Luy et Saleneuve se connoissent l'un l'autre pour ce qu'ils sont, et, quand ils ne pourront écrire aux officiers du Roy, l'un des deux se dérobera de nuit pour leur porter les avis dans un besoin pressant. J'ay fait sçavoir à M.r Bouchu et aux officiers de M.r le Duc de Savoye le signal dont nous sommes convenus pour les faire connoistre et écouter avec confiance.

Un nommé Cherpin, catholique, qui a esté mareschal des logis dans Grignan, d'où il a déserté il y a plusieurs années, vint avant hier me demander un passeport pour retourner servir en France, croyant

que Sa Majesté avoit accordé une amnistie générale à tous les déserteurs. Je luy fis comprendre qu'il ne pouvoit obtenir la grâce qu'en rendant quelque service considérable. Il est allé se joindre aux séditieux et m'a promis de faire bien son devoir. Comme je ne le connoissois en aucune façon, je ne voulus pas luy confier le secret des deux autres et je luy donnay un mot différent du leur pour se faire connoître aux officiers de Sa Majesté, quand il ira les trouver.

Je crois que ces trois hommes serviront utilement en découvrant les secrets des séditieux. Il en coustera peu pour les récompenser, et ils sont tous trois capables de bien servir dans les troupes.

J'apprens, Monseigneur, que Messieurs de Berne ont envoyé des ordres à leurs baillifs d'examiner s'il y a quelque fondement au bruit qui s'est répandu qu'il se fait des enrôlemens et des assemblées de gens armez dans le pays de Vaux, et de leur en rendre compte sans rien dire de plus. Les séditieux seront assurément en Savoye avant que Messieurs de Berne soient informez de leur attrouppement et que les baillifs ayent reçu les ordres de les disperser. Voilà encore une finesse qui ne peut tromper que des Suisses.

Je viens d'apprendre, Monseigneur, que le nombre des séditieux est grossy considérablement depuis que la nouvelle de la prise de Mayence s'est répandue en Suisse, qu'il se monte à prez de quatre mille, et qu'ils se croient assez forts pour passer le lac peut estre en plein jour, sans craindre que les milices de Savoye osent se présenter pour empescher leur descente, qu'ils déclareront d'abord que s'ils trouvent les ponts rompus et les passages des montagnes coupez, ils reviendront sur leurs pas brusler toute la Savoye, que presque tous les officiers qui se tenoient cachez sont Suisses qui ont servy dans les troupes, que les baillifs ont publié depuis hier deffense de sortir du pays, mais que personne n'en fait estat, parce que les démarches publiques des principaux magistrats font bien juger qu'on n'a pas envie qu'elles soient observées, que, quand on a reçu à Berne la nouvelle de la prise de Mayence et ensuite celle de la défaite des Turcs sur la Morava on s'est laissé emporter aux discours les plus impertinens qui se puissent tenir contre la France. Que le dit S.^r Graffenried en tient icy de pareils; et qu'il a fait tous les efforts pour y acheter des armes, sans avoir pu trouver aucun bourgeois disposé à contrevenir à la deffense que Messieurs de Genève ont faite d'en vendre à qui que ce soit. Que Messieurs de Berne ont répondu en termes fort fiers à une lettre de M.^r le Duc de Savoye et qu'enfin, on voit bien qu'ils ne veulent garder aucunes mesures.

Je suis encore averty, de bonne part, Monseigneur, que les sédi-

tieux qui partiront demain, ou apres demain sans remise, seront suiviz tost apres d'une autre troupe plus nombreuse qui sera pour la plupart composée d'Allemands des pays qui ont esté bruslez, que l'Electeur de Brandebourg et le Duc de Wirtemberg se sont chargez d'envoyer, que la cavalerie que le dit Electeur destine de faire passer par le Milanois au secours des Luzernois y passera dez cet hiver. Que le Prince d'Orange n'estoit pas d'avis qu'on fist cette entreprise avant le printemps prochain, mais que l'impatience de l'Electeur de Brandebourg et des jeunes cervelles qui gouvernent à Berne l'a emporté.

Enfin, Monseigneur, il faut tenir pour assuré que les Cantons Protestans ou du moins Messieurs de Berne n'ont pas de meilleures intentions que les ennemis déclarez de Sa Majesté. Messieurs de Genève ont reçu le matin une réponse de ceux de Berne qui contient seulement en termes fort secs qu'ils sçavent bien ce qui se passe dans le pays de Vaux et que personne ne doit se mesler de leurs affaires (1).

Ces M.^{rs} sont fort inquiets, car ils voyent bien que la guerre va s'allumer infailliblement dans ces quartiers et qu'ils se trouveront réduits à la nécessité de renoncer à l'alliance des Bernois, ou de recevoir une garnison par le moyen de laquelle ils se rendraient maîtres de cette ville comme ils ont fait de celle de Lauzanne.

Tout ce que contient cette lettre me paroist si considérable, que j'ay cru, Monseigneur, devoir vous en rendre compte par un exprez, afin que Sa Majesté, étant informée de la mauvaise conduite et des pernicious desseins de Messieurs de Berne, puisse donner à temps ses ordres à M.^r Amelot, tandis que les Suisses sont assemblez à Bade, et faire marcher en Dauphiné un nombre de troupes suffisant pour s'opposer aux séditions et les traicter d'une manière qui oste à tous autres l'envie de les suivre.

Je suis, etc.

Signé: D'IBERVILLE.

P.S. Je reçois avis, dans ce moment, Monseigneur, que les séditions s'embarqueront cette nuit à Villeneuve, au delà de Vevay. C'est une marque qu'ils iront par le Vallay (comme je l'ay toujours bien cru) où je crains fort qu'on ne leur permette le passage.

Le S.^r Graffrier [Graffenried] père de l'insolent qui est icy, lequel est député de Berne à Bade, a écrit au S.^r de Franconis, syndic de cette ville, que les Cantons Catholiques, qui avoient parlé d'un ton

(1) Iberville exagère car, dans leur lettre du 7/17 septembre, les Bernois remercient, au contraire, le Conseil de Genève pour les avis qu'il leur avait donnés et ils le prient de leur en adresser de temps en temps de nouveaux (Archive de Genève. *Portefeuille historique*, N.^o 3838).

fier et menaçant sur le passage des Luzernois et l'attroupement des réfugiés pour les suivre, se sont bien radoucis depuis qu'on a sçu la prise de Mayence et la victoire complète remportée sur les Turcs à la Morava.

Dans son rapport suivant, du 23 septembre, Iberville annonce que l'orage a fini par éclater et que les séditieux sont parvenus à mettre leur projet à exécution.

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
fol. 231 minute.

Genève, 23 septembre 1689.

Monseigneur,

Les séditieux ennuyez d'attendre inutilement les Allemands se déterminèrent à partir mercredi au matin (1). Ils se rendirent tous au bord du lac, à une portée de mousquet de Vevay, sur les huit heures, au nombre d'environ deux mille cinq cens (2). Les Magistrats de cette ville là qui avoient deffendu le jour précédent aux bateliers de passer qui que ce soit en Savoye, sur peine de la vie, révoquèrent leurs ordres, à la prière des réfugiés qui sont là en assez grand nombre.

La négociation dura jusqu'à midy que les séditieux commencèrent de s'embarquer avec tant de confusion, qu'il y en eust quelques uns de noyez et que les Suisses qui étoient pleins de vin pensèrent se battre contre les réfugiés pour passer les premiers. Il y avoit plus d'un tiers de Suisses et le reste étoit composé de François de Dauphiné, de Languedoc et des Cévennes, et d'environ cent cinquante Luzernois. Il resta prez de six cens des séditieux qui ne s'embarquèrent point, faute d'armes, et c'est tout au plus s'il y en a deux mille de partis. Quand tout l'embarquement fut fait, on batit le tambour et on desploya trois drapeaux, l'un orange, l'autre rouge et noir qui est la livrée de Berne, et le 3.^e blanc et rouge qui est celle de Lauzanne, aprez quoy on mit à la voile au chant des psaumes. Ils gagnèrent droit pointe du lac un peu au dessus de S. Gingot, prèz le Vallay, et forcèrent

(1) Soit le 11 septembre d'après le calendrier julien encore en usage à Genève et en Suisse à cette époque.

(2) Il y a exagération. Arnaud estime le chiffre de l'expédition à mille hommes environ.

le premier corps de garde des Savoyards qui étoit de soixante hommes, aprèz en avoir essuyé le feu sans qu'aucun des leurs fust seulement blessé. J'avois averty depuis plus de dix jours M. de Bernex que le débarquement se devoit faire en cet endroit et, si les rebelles ne passent pas par le Vallay, ce que je ne crois pas qu'ils osent tenter, ils trouveront les ponts coupez et les défilez des montagnes du Fossigny, qu'ils ne peuvent éviter, bien barrez. La résolution de M. de Bernex est de les suivre avec environ 80 officiers qu'il a auprez de luy et trois cens bourgeois qu'il a choisis entre ceux qui sont allez d'An-necy et de Chambéry pour se joindre.

Aussy tost que j'eus hier au matin, par un de mes espions, l'avis du départ des révoltez, je dépeschay un courrier pour le porter à M.r le Marquis d'Arcy et de là à M.r Bouchu qui est à Briançon et je continueray de luy faire sçavoir par des exprez ce que j'apprendray de la marche des séditieux, ainsy qu'il me le recommande fortement, me marquant que c'est une chose absolument nécessaire pour le service du Roy.

La crainte de faire à Sa Majesté la moindre despence, sans une absolue nécessité, m'a empesché de vous depescher un courrier sur le départ des rebelles, d'autant plus, Monseigneur, qu'il ne s'est rien passé que je ne vous aye mandé, par ma lettre du 19.

M.r Amelot m'a écrit que les députez des Cantons Protestans traitoient de bagatelles les circonstances que je luy avois fait sçavoir de ce qui se passoit dans le pays de Vaud, et luy avoient montré les lettres de leur baillifs pour détruire ce que j'avançois. L'événement a justifié que les avis que j'avois étoient fidèles, et je crains fort, Monseigneur, qu'il ne justifie que trop la mauvaise opinion que j'ay des Cantons Protestans et la pensée où je suis que, si leur mauvaise volonté ne va pas jusqu'à une déclaration contre la France, elle pourroit bien aller à rappeler les troupes qu'ils ont au service de Sa Majesté (1).....

On verra bientôt, Monseigneur, si les séditieux qui sont restez, faute d'armes, donneront lieu à un troisième attroupement, et s'il viendra des Allemands pour se joindre à eux.

J'ay écrit, Monseigneur, à M.r le Marquis d'Arcy ce que je pense des projetz des religionnaires et ce que M.r le Duc de Savoye doit appréhender des réfugiez et autres gens de cette nature qui n'ont ny feu ny lieu, s'ils s'accoustumoient à faire des descentes en Savoye. Je sçais, Monseigneur, que quelques Courtisans et mesme des minis-

(1) Iberville annonce le départ de Genève du jeune de Graffenried.

tres de Son Altesse Royale ont dit par ironie au sujet du retour des Luzernois : « Voila un grand malheur de voir revenir des sujets que nous avons perdu ». Je ne sçais s'ils se doivent réjouir d'en gagner un si grand nombre qui pourroient aisément, avec l'appui des Berinois, faire les maistres quand il leur plairoit. Soit que mes réflexions, et mesme les avis que j'ay sur cela, soient bien fondez ou non, ils seront toujours bons pour réveiller un peu M.^r le Duc de Savoye qui, jusqu'à présent, n'a pas témoigné prendre ce qui se passe, contre son honneur et ses intérêts, autant à cœur que la chose le mérite. Il n'est point vray, Monseigneur, qu'il ayt écrit une lettre menaçante à Messieurs de Berne ny, par conséquent, que ceux cy luy ayent répondu fièrement, comme les réfugiés le publioient, pour augmenter les aigreurs entre les sujets de part et d'autre et faire naistre une guerre (1).

J'ay déjà eu l'honneur de vous mander que Messieurs de Genève n'oublient rien pour me persuader qu'ils n'ont aucune part à l'entreprise des rebelles et ils m'envoyent incessamment des députez de leur conseil pour me demander ce que je puis désirer d'eux pour faire connoistre combien ils sont éloignez d'approuver de tels projets et d'y entrer en aucune façon. Sur ce qui m'étoit revenu par un de mes espions qu'il y avoit quatre Genevois de la lie du peuple qui avoient pris party avec les séditieux, ces Messieurs firent déffense, sur peine de la vie, à tous leurs bourgeois, d'aller se joindre à eux (2), et j'espère qu'elle sera mieux observée que celle des baillifs du pays de Vaux. Les officiers de chaque quartier de cette ville sont allez dans toutes les maisons pour visiter les armes et réitérer les deffenses de s'en défaire. Et la résolution était prise dans le Conseil de tirer sur les séditieux s'ils avoient passé à la portée du canon (3), comme on le disoit. Enfin, Monseigneur, j'ay lieu jusqu'à présent d'estre satisfait de la conduite des magistrats de cette ville et de la promptitude avec laquelle ils ont donné jusqu'aux moindres ordres que je leur ay demandez sans me témoigner sur rien aucune répugnance. Les Savoyards qui cherchent à leur faire querelle disent qu'ils ne devoient pas laisser sortir les réfugiés. Je ne vois pas, Monseigneur, qu'on pust les en empescher, à moins que de fermer les portes de la ville et tout ce qu'on pourroit, à mon sens, désirer de ces Messieurs, étoit de chasser comme ils ont fait ceux qui se remueroient pour exciter les autres à aller joindre les attroupez.

(1) Vient ensuite un passage relatif à l'ambassadeur que le Prince d'Orange désire accréditer à Genève.

(2) Archives de Genève, Registre du Conseil, vol. 189, p. 361. Délibération du 10/20 septembre.

(3) On ne trouve aucune trace d'une semblable délibération dans le Registre du Conseil.

L'avis que j'avois eu, que les armes des séditieux avoient esté achetées en Franche - Comté et en Bourgogne, estoit mal fondé, et les Suisses n'en avoient répandu le bruit que pour m'empescher de chercher le vray lieu d'où elles viennent. La plupart ont été prises à Neuchastel, le reste sont vieilles armes achetées où l'on a pu en trouver.

J'apprens, Monseigneur, que M. de Vatteville, commandant du pays de Vaud, y arriva hier au soir pour dissiper les gens qui s'étoient assembles et empescher qu'il ne se fasse de nouveaux attroupements. Il ne pouvoit pas prendre des mesures plus justes pour n'arriver qu'aprez la chose faite.

On vient de me dire que M. le Duc de Savoye a convoqué l'arrière-ban de ses Estats, pour le premier jour du mois prochain.

Je joins icy, Monseigneur, une copie de la lettre que je reçois de M. le Comte de Bernex. Je tiens des gens auprez de luy pour venir, tour à tour, m'apporter des avis de la marche des révoltez.

J'envoyay hier un exprez à M.^r le Marquis d'Autremonts, lieutenant général en Bresse, pour l'avertir du départ des séditieux, afin qu'il ne fatigue pas les milices qu'il avoit mis sur pied, en grand nombre, pour s'opposer aux séditieux, s'ils avoient tourné leurs pas vers les lieux qui sont sous son commandement.

J'apprens, Monseigneur, que certaines choses que j'ay dites exprez ont rendu Bourgeois fort suspect aux séditieux et qu'ils l'ont menacé de le tuer s'ils remarquoient qu'il n'alloit pas de bon pied. Je sçais le moyen de leur en faire revenir encore de semblables, qui feront encore plus d'effet, et qui pourront mettre la division entre eux. J'ay lieu d'estre satisfait de mes espions qui, assurément, m'ont bien servi. Il y en a un que je crois arrêté, car je n'ay point de nouvelles de luy depuis longtemps et je n'ose en demander. Ils méritent assurément d'estre récompensez.

Je suis, etc.

Signé: D'IBERVILLE.

Quatre jours après avoir annoncé au roi le départ de l'expédition, d'Iberville est en mesure de lui en faire connaître les diverses péripéties dans son rapport du 27 septembre et enfin, le 28 septembre, il lui apprend l'échec de cette tentative.

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 6
fol. 154, minute.

Genève, 27 septembre 1689.

Les révoltez, après avoir avancé seulement jusqu'à un village nommé les Jets (1), qui n'est qu'à six lieues de l'endroit où ils ont fait descente, ont esté obligez de rebrousser chemin, et j'apprens par un des quatre hommes que je tiens auprez de M. le comte de Bernex pour venir tour à tour m'avertir de leur marche, qu'ils tournoient leurs pas vers la plaine de Chablais. Il leur sera aisé de la brusler, mais il n'en seront pas plus avancez et il faudra toujours ou qu'ils repassent le lac, ou qu'ils tachent de forcer les passages dans la Vallée d'Abondance, qui sont bien gardez.

Tous mes espions m'écrivent que les cinq à six cens révoltez qui étoient demeurez, faute d'armes, sont dissipez par les bons ordres que M.r de Vatteville a donnez, et je ne vois pas qu'il y ait à craindre aucun nouvel attroupement dans le pays de Vaux. Ceux d'entre les Magistrats de Berne qui sont sages gémissent de la conduite des autres et l'on dit mesme que les jeunes écervelez commencent à voir les conséquences de ce qu'ils ont fait et à reconnoistre que la défiance que leur conduite a donnée aux Cantons Catholiques peut engager une guerre ruineuse pour le Corps Helvétique. J'ay écrit à M.r Amelot qui sont ceux d'entre les Baillifs et Magistrats des Villes du pays de Vaux qui out eu part à ce qui s'est passé. Car il y en a, Monseigneur, qui n'ont jamais voulu y en prendre aucune et qui ont hautement detesté ce qui se faisoit.

Il est certain, Monseigneur, que si M. de Vatteville étoit venu au pays de Vaux avec des ordres aussy précis qu'il les a apportez et un esprit aussy droit et autant de rigidité qu'il en a pour les faire bien exécuter, il y auroit eu bientôt un 3.^e attroupement. Les mesures étoient déjà prises pour cela, et la troupe devoit estre commandée par un nommé Passerat qui est un homme chargé de crimes pour lesquels il a esté condamné à estre pendu à Bellay qui est le lieu de sa naissance. Le scélérat se retira icy où il renia sa religion et s'y maria, quoyqu'il eust une femme vivante en France. Il a gaigné trois mille pistoles à faire le métier de guide. M.r de Harlay, qui étoit alors en Bourgogne, connoist bien ce personnage, et il offrit cent pis-

(1) Le village des Gets sur Tannings, situé sur le col du même nom.

toles à qui le prendrait mort ou vif. Cet homme, Monseigneur, conseilloit aux révoltez qui ont passé en Savoye de prendre la route de la Vallée de Mijoux pour aller brusler une partie du Bugey, mais les avis n'ont pas esté suivis, parce que le passage de là aux vallées de Luzerne ou en Dauphiné n'est pas aisé, et les révoltez ont bien vu qu'il ne les donnoit que pour satisfaire la fureur de sa vengeance. Cet abominable homme, avec une misne très douce, est un des plus hardis qui soient au monde, et il n'est aucun crime qu'il ne soit capable d'entreprendre. Je croirois, Monseigneur, qu'il seroit à propos de prévenir les maux qu'il peut faire, en le faisant arrester (1)....

Je vais écrire à M.r Bouchu pour l'informer du peu de progrès des révoltez, et si, contre mon opinion, ils pensent pénétrer dans les montagnes, je l'avertiray aussy bien que M.r d'Arcy de leurs moindres mouvemens. Il est nécessaire que je prenne ce soin, car, outre que la plupart des officiers de M.r le Duc de Savoye ne veulent pas crever leurs chevaux ou n'en ont pas, pour faire gagner les lieux où l'on trouve les postes, ils ne voudroient pas risquer la dépense de tels voyages de peur de n'en estre pas remboursez.

C'est ceste raison qui a empesché que M.r le Duc de Savoye et ensuite M.r de Larray n'ayent esté avertis à temps des mouvemens des Luzernois.

Des gens dignes de foy, qui ont vu embarquer les derniers révoltez, assurent qu'ils ne sont pas plus de seize cens. Outre ceux qui restèrent, il en déserta plus de six cents, la veille du départ, sur le bruit que M.r de Vatteville venoit pour les dissiper. C'est une chose surprenante que les deux brigantins de M. le Duc de Savoye qui les voyoient embarquer n'ayent pas osé aller à eux. Un seul coup des petites pièces de canon auroit suffy pour couler à fond chacune de leurs barques. Cette pittoiable conduite, ou pour mieux dire, la poltronnerie des Savoyards me feroit encore douter de leurs intentions et de celles de leur maître, si je ne voyois clairement que M. le Comte de Bernex y va de bon pied, et qu'il a donné tous les meilleurs ordres pour couper les ponts et fermer les passages. Il est à plaindre, d'estre si mal secondé. Les gens que j'ay auprez de luy ont semé parmy les révoltez des billets que je leur ay donnez pour exciter les Suisses qui sont avec eux, à éviter la mort ou le gibet en se rendant à M. le Comte de Bernex qui leur fera donner des passeports pour se retirer et mesme de l'argent pour aller servir en France. Il a aussy fait rendre par un

(1) Iberville parle ensuite des bonnes dispositions des Genevois à son égard et de leur intention de ne pas accorder d'asile aux séditeux qui pourraient se présenter.

homme intelligent à Couteau, ennemy déclaré de Bourgeois, une lettre que j'ay écrite à celui ci, par laquelle je luy fais entendre, en termes obscurs, mais pourtant intelligibles, qu'on luy tiendra la parole qui luy a esté donnée de luy faire avoir une compagnie suisse. On verra ce qui en arrivera.

Il est certain que Bourgeois se repentit des engagemens qu'il avoit pris avec ces révoltez dans le moment de l'embarquement et qu'il auroit bien voulu suivre les conseils que luy donnoit le baillif d'Aigle de ne mener pas ces misérables à la boucherie. Mais Couteau monta le premier dans le bateau et fut suivy de tout le reste (1).....

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
fol. 240 minute.

Genève, 28 septembre 1689.

Monseigneur,

Les révoltez trouvant tous les ponts rompus et les passages dans les montagnes barrez d'arbres, ou si bien gardez qu'ils n'auroient peu les forcer, et d'ailleurs pressés par la faim, songèrent, dez avant hier, à la retraite, et c'étoit dans le dessein de chercher des bateaux sur les bords du lac, qu'ils prirent la route de la plaine du Chablais. Les Suisses, voyant qu'il ne s'y en trouvoit point, commencèrent les premiers à se débander, hier la nuit, et furent suivis des réfugiés.

Ils se rendirent les uns et les autres par pelotons, aux portes de cette ville, sur les six heures du soir, apres avoir traversé tout le Chablais sans aucune résistance. Ils envoyèrent, Monseigneur, un de leurs officiers aux Magistrats, demander l'entrée dans la ville, du pain et des bateaux pour s'en retourner. L'entrée leur fut absolument refusée, et ils ont couché dans la campagne. Apres de longues délibérations, ces Messieurs résolurent de leur accorder des bateaux pour repasser le lac, croyant que M. le Duc de Savoye, loin de le trouver mauvais, sera bien aise qu'on leur ait donné les moyens de se retirer de ses états, sans les réduire par le refus qu'on leur en auroit pu faire, à la nécessité de retourner sur leurs pas chercher des vivres dans la plaine de Chablais où le désespoir les auroit peut estre portez à mettre le feu, comme ils en menacèrent.

(1) Le dernier paragraphe de cette lettre concerne le résident que le Prince d'Orange désiroit nommer à Genève.

La crainte de voir brusler le Chablais est un motif d'intérêt assez considérable pour cette ville, qui en tire presque tous les bleds qui s'y consomment, mais ces Messieurs en avoient encore un plus pressant, qui est l'appréhension de voir les révoltez poursuivis et combattus par M. le comte de Bernex, jusques dans les portes de leur ville. Quoy qu'il en soit, Monseigneur, il n'en reste plus en Savoye, et je les ay vu, ce matin, de mes fenestres, embarquer sur plusieurs bateaux et repassant le lac.

Voilà donc Monseigneur, la belle équipée des religionnaires entièrement finie. Ceux des Magistrats de Berne qui y ont eu part, doivent avoir bien de la confusion. J'espère que le mauvais succez de cette entreprise modérera un peu la présomption et l'insolence de nos réfugiés, qui croyoient estre en estat de causer de grands embarras au Roy, et d'occuper une partie de ses troupes.

Ceux qui étoient du nombre des révoltez ont esté bien surpris de la deffense qui a esté faite aux bourgeois de cette Ville d'en recevoir aucun.

Ces Messieurs ont pris toutes les mesures imaginables pour la faire observer exactement.

J'ay cru, Monseigneur, devoir vous envoyer une bonne nouvelle par un exprès et j'en depesche un autre à M.r Bouchu qui est à Briançon, et de là à M.r le Marquis d'Arcy pour le mesme sujet, afin qu'on ne tienne pas plus longtemps sur la frontière des troupes qui peuvent estre nécessaires ailleurs.

Je suis, etc.

Signé: D'IBERVILLE.

Louis XIV approuva extrêmement les diligences faites par le résident pour détourner les magistrats de Genève de fournir aucune assistance ni facilité de passage aux séditieux, et pour les soins qu'il avait pris sans cesse d'être exactement informé de leurs desseins. En exprimant la satisfaction du roi, le secrétaire d'Etat, Colbert de Croissy, dans une lettre datée de Marly, 30 septembre (1), ajoutait que Louis XIV avait vu avec satisfaction l'empressement mis par d'Iberville à fournir des informations à ses officiers en Languedoc et Dauphiné et à ceux du duc de Savoie en Chablais.

(1) *Paris Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 228, minute.

Le ministre s'exprimait comme suit sur les mesures que le roi avait prises pour mettre la France à l'abri de l'incursion du capitaine Bourgeois :

COLBERT DE CROISSY À IBERVILLE.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
fol. 228 minute.

Marly, 30 septembre 1689.

Je viens de recevoir votre lettre du 23.^e qui a informé Sa Majesté d'une seconde marche de 2500 hommes révoltez qui, après avoir passé le lac de Genève par la permission des Magistrats de Vevay, ont forcé le premier corps de gardes des Savoyards et témoignent se vouloir joindre à la première troupe qui doit estre à présent dans la vallée de Luzerne.

Il seroit à souhaiter qu'ils trouvassent d'assez grands obstacles dans leurs passages pour donner le temps aux troupes que Sa Majesté fait marcher vers les frontières de Dauphiné d'y arriver avant ces rebelles, mais la faible résistance qu'ils ont trouvé jusqu'à présent dans les pays dépendants de M. le Duc de Savoye donne lieu de croire que les troupes de Sa Majesté serviront plustost à empêcher qu'il n'en vienne d'autres, et à faire périr ceux cy dans les lieux où ils prétendent s'établir, qu'à les empêcher de s'y rendre.

La confirmation de l'échec lamentable subi par Bourgeois ne tarda pas à parvenir à Versailles, et l'on trouvera dans le rapport d'Iberville du 1.^{er} octobre, le récit du retour ou plutôt de la déroute de la petite armée, celui du désarmement des soldats démoralisés et enfin la nouvelle de l'arrestation du chef malheureux de l'entreprise, arrestation qui précédera de peu son procès et l'expiation terrible qui l'attend sur l'échafaud bernois.

IBERVILLE À COLBERT DE CROISSY.

Paris *Aff. Etr. Genève*, vol. 5
fol. 246 minute.

Genève, 1.^{er} octobre 1689.

Monseigneur,

J'ay eu l'honneur de vous mander, par un exprez, (1) que les révoltez s'étant débandez, s'embarquèrent mercredi matin aux portes de cette ville pour retourner en Suisse sur des bateaux que ces Messieurs leur fournirent sans m'en avoir rien dit qu'après leur départ. Il n'y en a eu qu'onze cens d'embarquez. Le reste a esté tué, ou est demeuré caché en Savoye où l'on en prend continuellement. On croit qu'une partie s'est retirée dans les villages d'icy à l'entour, qui sont de la domination de cette république. Ces Messieurs ont envoyé de leurs officiers pour en faire perquisition, bien résolus de n'y en souffrir aucun, non plus que dans leur ville.

En passant devant Versoy, les révoltez tirèrent plusieurs coups contre des gens qui étoient sur le bord du lac pour les voir passer, et leur dirent mille injures.

Lorsque le débarquement fut fait à Copet, qui est le lieu le plus proche d'icy sur terre de Berne, Bourgeois et Couteau firent rendre les armes, sous prétexte que Messieurs de Berne trouveroient mauvais qu'on marchast armé dans leurs estats et elles furent toutes mises en depost, dans un cabaret. Ce désarmement ne se fit pourtant pas sans résistance de la part de plusieurs qui bernèrent Bourgeois et les autres qui les leur demandoient. Et aucun de ceux qui avoient apporté des armes à eux ne voulut les donner.

Bourgeois fut arrêté avant hier au soir et l'on cherche Couteau et les autres chefs. Le S.^r Signeux, boursier de Lauzane, arriva hier au matin à Copet pour prendre information de ce qui s'étoit passé. On ne pouvoit choisir personne plus propre à pallier la chose, car c'est celuy de tous les officiers du pays de Vaux qui a pris le plus de part à l'affaire, payant luy mesme la solde aux révoltez, et leur délivrant des billets pour avoir des armes.

(1) Iberville à Colbert de Croissy, Genève 28 septembre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 240, minute.

On voit néanmoins, Monseigneur, que Messieurs de Berne font tout ce qu'ils peuvent pour se disculper, et l'opinion publique est qu'ils prendront le prétexte de l'attentat des réfugiés pour les chasser de leurs estatz, afin de donner quelque sorte de satisfaction au Roy et à M. le Duc de Savoye, et oster à Son Altesse Royale tout sujet d'appréhender de nouvelles incursions de la part de ces scélérats. Messieurs de Genève ne demanderoient pas mieux que d'en faire autant, car, outre les anciens mécontentemens qu'on a icy de la conduite des réfugiés, on y fait de sérieuses réflexions sur le danger auquel les révoltes ont exposé cette ville en hazardant de faire naître une guerre ruineuse pour elle, en particulier, et pour tout le corps helvétique. Et, d'ailleurs, les brigandages, les pillages des églises et de toutes les maisons, les massacres, les incendies et tous les autres crimes que les révoltes viennent de commettre, ont rendu tous les réfugiés tellement odieux que le peuple mesme seroit prest à les assommer. Je me sers utilement de cette conjoncture, Monseigneur, pour insulter M.^{rs} de Genève sur la facilité qu'ils ont eu à recevoir et garder chez eux les réfugiés contre la parole qu'ils avoient donnée au Roy, sans néanmoins leur dire rien pour les exécuter à les chasser. Ils ne manqueroient pas de me prendre au premier mot.

Si les réfugiés se voyoient chassés d'icy et des estats de Berne, ou du moins du pays de Vaud qui est le seul où l'on parle français, ils seroient bien embarrassés en quel lieu se retirer. Plusieurs retourneroient en France, si le Roy jugeoit à propos de leur en permettre l'entrée, mais si elle leur étoit interdite par le moyen des bons corps de garde que j'ay cru pour cette raison qu'il falloit encore laisser tant en Savoye que dans le Pays de Gex et le Bugey, jusqu'à nouvel ordre de Sa Majesté, les armées ennemies profiteroient de tous ceux qui seroient capables de porter les armes. ...

Je vous ay marqué cy dessus, Monseigneur, que Messieurs de Berne n'oublient rien pour persuader qu'ils n'en ont aucune part à ce qui s'est passé et prétendent que l'envoy de M. de Vatteville (aussy tost qu'ils en ont eu connoissance) avec des ordres bien positifs de dissiper les attroupes, la manière vigoureuse dont il les a exécutés, la précipitation avec laquelle les révoltes, sur l'avis de son arrivée, hastèrent leur départ, et surtout le défaut d'armes qui en fist rester plusieurs, lèvent toute sorte de doute sur ce sujet. Je sçais, Monseigneur, ce qu'il en faut croire, et je suis en effet bien persuadé que ces attroupemens n'ont pas été autorisés par une résolution de tout le Conseil de Berne, mais seulement par les jeunes conseillers des deux cens, qui se sont laissés aller aux mouvemens que leur inspiroit leur pré-

somption et leur fureur contre la France, et qui seroient ravis d'engager la guerre contre elle (1).....

Les officiers de la Justice de cette ville vont actuellement, de maison en maison, faire recherche de tout ce qui peut y avoir été rendu (*sic*) et pillé par les révoltez, et condamnent à l'amende ceux qui en sont trouvez saisis, quelques preuves qu'ils puissent donner d'avoir acheté de bonne foy.

On travaille aussy à faire le procez de cinq enfans de bourgeois qui avoient pris party avec les révoltez. Les officiers de M.r le Duc de Savoye en ont pris trois des cinq.....

Il est bien vrai qu'un de mes espions avoit été arrêté et qu'il s'est sauvé fort heureusement, un autre a eu grand peur et sa vie a couru risque.

J'apprens Monseigneur, de tous costez qu'il y a quelques Genevois qui ont trempé dans le complot des révoltez. Il vous plaira de me marquer si je dois demander qu'on les arreste et qu'on fasse leur procez, quand on m'en aura fourny des preuves suffisantes.

Signé: D'IBERVILLE.

Louis XIV était alors en lutte avec une partie de l'Europe. Le stathouder Guillaume d'Orange, chef de la coalition européenne contre Louis XIV venait de monter sur le trône d'Angleterre, sous le nom de Guillaume III, et il avait fait entrer ce pays dans la Grande Alliance contre le Roi-Soleil. Dans la lutte acharnée qu'il soutenait contre l'Europe, Louis XIV s'appuyait sur les Confédérés; 30.000 mercenaires suisses combattaient pour lui, et il ne pouvait songer à mécontenter les Cantons protestants, à un moment où il avait un besoin urgent de leurs services. La situation dans laquelle il se trouvait vis-à-vis des Bernois l'obligeait à des ménagements. Il s'empressa donc de donner des conseils de modération à l'ambassadeur Amelot (2):

« Il ne faut pas néanmoins pousser trop loin le zèle que les Cantons catholiques témoignent avoir pour le bien et l'avant-

(1) Dans le passage suivant Iberville parle de l'état des esprits des Bernois et il pense qu'il sera prudent de ne pas leur marquer trop de ressentiment de ce qui vient de se passer.

(2) Louis XIV à Amelot, Versailles, 23 septembre 1689, Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 90, p. 101, original.

tage de nostre Religion, en sorte que cela les porte à rompre avec les Cantons Protestans, et vous devés toujours éviter une désunion entr'eux assés grande, pour les obliger à rappeler les Troupes qui sont à mon service ».

Le roi n'avait pas tort de s'alarmer, car déjà les Zurichois avaient commencé à retirer leurs troupes et, bien qu'il estimât « qu'on ne peut faire aucun fondement » sur les promesses des Cantons protestants, il renouvelait à son ambassadeur l'ordre d'empêcher à tout prix une rupture entre protestants et catholiques, qui eût donné à ses ennemis « tout l'avantage qu'ils se proposent de leurs intrigues » (1).

Dans son extrême désir de ne pas froisser les Bernois, Louis XIV renoncera à demander la punition des chefs de l'entreprise.

« Sa Majesté ne juge pas à propos », écrivait le ministre Colbert à Iberville (2), « que vous fassiez aucune instance pour la punition des nommez Bourgeois et Cousteau, car, quoy qu'il seroit très important qu'il en fust fait un châtiment sévère pour servir d'exemple à de semblables scélérats, néanmoins vous ne seriez pas assuré d'obtenir ce que vous demanderiez. Il vaut mieux laisser le magistrat dans la liberté de faire ce qu'il croira luy estre le plus convenable pour satisfaire Sa Majesté et le Duc de Savoie ».

De son côté, Amelot écrivait à Louis XIV :

AMELOT, AU ROI.

Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 89
vol. 89 p. 182 original.

Soleure, 1^{er}, octobre 1689.

.....Les Députés de Lucerne, Fribourg et Soleure qui avoient esté envoyez à Berne en sont revenus, et ils m'ont vu icy à leur retour.

(1) Louis XIV à Amelot, Marly, 30 septembre 1689, Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 90, p. 104, original.

(2) Versailles, 5 octobre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 253, minute.

Ils ont eu plusieurs audiences du Conseil ordinaire et du Conseil des 200 et ils y ont représenté fortement l'inquiétude que donnoit (*sic*) aux Cantons catholiques les attroupements et le passage en Savoye des Vaudois et François réfugiés, non seulement pour l'intérêt de la tranquillité de la Suisse, mais encore par la considération des égards que les Cantons estoient obligés d'avoir pour Votre Majesté, en vertu des traittes de paix perpétuelle et d'alliance. Les Magistrats de Berne ont toujours protesté de n'avoir rien trempé dans cette entreprise. Ils ont cité quelques uns de leurs baillifs. Ils ont fait emprisonner des gens qui s'estoient meslez d'enroller. Ils ont donné des ordres pour dissiper ceux de ces séditieux qui sont restez dans le païs, et ils ont enfin positivement promis que cette affaire n'auroit d'autres suites, et qu'assurément l'on n'en entendroit plus parler.

Plusieurs d'entre lesdicts Magistrats n'ont pas laissé, en même tems, de témoigner beaucoup de compassion pour des gens de même Religion qu'eux, et qui n'avoient d'autre crime que de n'avoir pas voulu renoncer à leur foy. Ils ont reproché aux Catholiques leur partialité pour la France, que, pour estre véritablement neutres, il ne falloit donner secours ni à l'un ni à l'autre parti et que c'estoient les levées et les recrues que l'on avoit continué jusqu'à présent de tirer d'eux pour le service de Votre Majesté qui attiroient tous les malheurs dont la Suisse estoit menacée. L'Avoyer Durler, de Lucerne, qui étoit à la teste de la commission, répondit que les Catholiques ne faisoient que ce à quoy l'alliance les obligeoit, et que Messieurs de Berne devoient se souvenir que, dans le commencement de la dernière guerre, ils avoient donné un régiment entier à Votre Majesté.

Je n'ay pas manqué, dans cette conjoncture, de faire connoître à l'advoyer d'Erlach les soupçons bien fondez et presque avérez que ces passages des réfugiés donnoient des intentions du Canton de Berne, et je luy ay mesme marqué quelque chagrin de ce qu'il ne m'escrivoit sur ce sujet que les mesmes excuses que son Canton alléguoit dans le public....., mais il a toujours continué à protester que les Conseils de Berne n'y avoient nullement trempé, et qu'on ne s'en devoit prendre qu'à des Baillifs et à quelques particuliers mal intentionnez.....

Depuis son rapport du 1.^{er} octobre 1689, d'Iberville n'a plus de nouvelles importantes à communiquer au ministre Colbert de Croissy sur le compte de ces « révoltez » ou des « séditieux » comme il se plaît à désigner les volontaires du capitaine Bour-

geois. Revenant sur les accusations exagérées qu'il avait portées contre les magistrats bernois, dans ses précédents rapports, il écrit à la date du 7 octobre (1) :

« Enfin, Monseigneur, la conduite du Conseil des 25 de Berne, car c'est celui là et non pas l'autre des deux cens qui a donné tous les ordres cy dessus, me persuade que les sages Magistrats de ce conseil n'ont jamais approuvé ce qui s'est passé dans le pays de Vaux comme le portent les lettres que j'ay veues de trois ou quatre des principaux d'entre eux, et que, s'ils n'ont pas employé leur autorité pour l'empescher dez le commencement, c'est qu'ils ont appréhendé de n'en estre pas les maistres, voyant que les jeunes fols du Conseil des deux cens se déclaroient assez ouvertement les protecteurs des révoltez et les appuyoient de tout leur crédit. Ce n'a esté qu'aprez qu'on a vu que M. Amelot et les Cantons Catholiques avoient parlé à la Diète d'un ton ferme et menaçant, que les dits magistrats du Conseil de 25 ont cru qu'il étoit temps de déclarer leurs sentimens et d'envoyer M. de Vatteville avec des ordres positifs de dissiper les révoltez. Ceux-cy, qui en furent avertis, partirent précipitamment, et en plein midi, sans avoir le loisir d'attendre le reste des armes qui leur manquoient, qui arrivèrent à Vevay le mesme soir ».

Bien que le Conseil de Berne eût publié des mandemens pour l'expulsion des soldats de Bourgeois, après que celui-ci eût été incarcéré, d'Iberville n'était aucunement rassuré sur leurs intentions (2), aussi le voyons-nous suivre avec persistance tous leurs faits et gestes pendant les semaines qui suivent. Des avis, que lui donnaient sans doute ses espions, parlaient d'une entreprise projetée par ces malheureux en Franche-Comté (3), mais l'attitude excessivement ferme de Wat-

(1) Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 255, original.

(2) Le ministre Colbert lui recommandait, dans chacune de ses lettres, la vigilance la plus grande. Voir Colbert à Iberville, 5, 14 et 20 octobre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 253, 277 et 284, minute.

(3) Iberville à Colbert de Croissy, 7 et 9 octobre 1689, Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 6, fol. 42, minute, et *Genève*, vol. 5, fol. 269, original.

teville, commissaire bernois dans le Pays de Vaud, ne tarda pas à le rassurer. Il engageait toutefois le gouvernement français à bien garder les passages sur la frontière, afin de couper toute retraite aux réfugiés et afin de les obliger à se retirer en Allemagne. Le 14 octobre, Iberville recevait de nouveaux avis de ses espions. Cette fois, on représentait les «révoltez» comme fermement décidés à se diriger sur Coire, dans les Grisons, pour pénétrer de là dans le Milanais (1) et y retrouver les troupes que l'électeur de Brandebourg devait leur envoyer pour les fortifier et les encourager. Berne aurait, de toutes ses forces, poussé à cette solution en faisant rendre aux réfugiés leurs armes et en les convoyant sur l'Aar, où des bateaux avaient été mis à leur disposition. Saisi de crainte, le résident de France à Genève s'était empressé de communiquer cet avis à l'ambassadeur de France à Soleure, et ce dernier en avait profité pour demander aux Zurichois de s'opposer au passage des soldats qui devaient emprunter leur territoire pour se rendre à Coire (2). Les volontaires s'assemblaient par petits groupes de trente à quarante, à Lausanne, où le bailli leur remettait quelque peu d'argent. De là, ils se rendaient à Yverdon, où ils s'adressaient au secrétaire de la ville; ce dernier ne leur fournissait point d'argent, mais seulement le gîte et la nourriture et il les faisait diriger par le lac de Neuchâtel et la rivière de l'Aar sur Brugg, en Argovie, où une lettre, reçue par d'Iberville le 20 octobre apprenait au résident qu'ils étaient parvenus au nombre de huit cents (3).

Quelques jours plus tard, il était en mesure d'apprendre au ministre que cinq cents Français et deux cents Piémontais étaient parvenus à Zurich (4). Les autorités de ce Canton, pour ne pas s'exposer de la part des Cantons catholiques

(1) Iberville à Colbert de Croissy, Genève, 14 et 18 octobre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 277 et 286, original.

(2) *Ibid.*, 21 octobre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 298, original.

(3) *Ibid.*, 25 octobre 1689, Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 300, original.

(4) *Ibid.*, 1 novembre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 6, fol. 51, minute.

aux mêmes reproches qu'avaient dû subir, quelques semaines plus tôt, leurs correligionnaires bernois, se décidèrent à ne pas leur laisser prendre leur ville comme le point de départ d'une troisième expédition. « Ils ont fait dire tant aux Piedmontois qu'aux Comtois qui étaient dans Zurich, d'en sortir sans bruit ; et les uns et les autres sont dispersez présentement dans les bourgs et villages des Cantons de Zurich et de Schaffouze, dans le pays des Grisons et dans St-Gall » (1).

Le reste avait passé le Rhin pour se réfugier en Allemagne au royaume de Wurtemberg. Ce n'est pas, du reste, que l'ambassadeur Amelot eût pris très au sérieux le nouveau projet des protestants :

« J'ay douté quelque tems », écrivait-il au roi, le 19 octobre (2), « si je ne devois point en faire du bruit dans les Cantons pour obliger ceux de Zurich et de Glaris d'empescher le passage de ces misérables sur leurs terres, mais, outre que l'entreprise paroist fort mal concertée, et qu'il y a toute apparence qu'y ayant autant de différens païs à traverser dans cette saison, il est presque impossible qu'une poignée de ces gens-là puisse arriver jusques en Piémont, il m'a paru que ce seroit mettre une seconde fois l'allarme dans les Cantons, ce qui pourroit nuire aux intérêts de Votre Majesté en fournissant un prétexte de refuser les recrues et les levées pour vostre service, qu'il falloit bien d'ailleurs que ces séditieux sortissent par quelque endroit de la Suisse, et qu'il importait assez peu que de telles gens, dont on ne peut rien attendre que de mauvais, passassent le Rhyn pour aller grossir les troupes des Princes confédérez, ou qu'ils traversassent les Alpes et une partie de l'Italie, pour poursuivre un dessein téméraire, dont il n'est presque pas possible que les suites ne soient funestes à ces séditieux. Ces raisons m'ont fait résoudre de n'en point

(1) Iberville à Colbert de Croissy, Genève 8 et 18 novembre 1689. Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 5, fol. 320 et 341, original.

(2) Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 89, p. 212, original.

parler, à moins qu'il ne survienne quelque chose de nouveau, que je ne puis prévoir ».

C'était parler en sage, et l'attitude modérée de l'ambassadeur ne tarda pas à recevoir la pleine approbation du roi (1). Louis XIV engagea simplement son ambassadeur à favoriser les mesures de précaution que pouvaient être amenés à prendre les Cantons pour empêcher un troisième attroupement.

Comme les Vaudois s'étaient concentrés à Zurich, Amelot crut cependant devoir s'adresser aux autorités de ce Canton pour obtenir d'elles des assurances formelles qu'il ne serait rien fait qui pût déplaire au Roi, à quoi, le Conseil, trouvant l'immixtion de l'ambassadeur étranger quelque peu excessive, lui répondit avec fermeté : « Nous nous assurons que Votre Excellence ne prendra pas en mauvaise part, le passage non suspect et sans reproche que l'on a permis jusques icy avec toute précaution à ces pauvres gens » (2).

Louis XIV, médiocrement satisfait de la réponse des Zurichois, revint encore à la charge auprès d'Amelot, en lui recommandant spécialement de veiller à ce que les attroupements des « révoltez » ne fussent pas préjudiciables à son alliance avec les Cantons (3), car, par la réponse des Zurichois, il voyait bien qu'ils continuaient à « donner à ces révoltés toutes sortes d'assistance et d'appui ».

Encore une fois, à la date du 25 novembre (4), le roi redoutant de voir les Vaudois se diriger sur la Hollande pour s'enrôler dans les armées du prince d'Orange et y servir contre lui, recommande la vigilance à son représentant en Suisse. Peu de temps après, les derniers restes des infortunés Vaudois, ayant passé en Allemagne et aux Pays-Bas, les préoc-

(1) Louis XIV à Amelot, Versailles, 28 octobre 1689. Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 90, p. 122, original.

(2) Le Canton de Zurich à Amelot. Zurich, 17/27 octobre 1689. Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 87, p. 349, traduction.

(3) Louis XIV à Amelot, Versailles, 11 novembre 1689. Paris, *Aff. Etr. Suisse*, vol. 90, fol. 124, original.

(4) *Ibid.*, f. 129, original.

cupations du Roi-Soleil et de ses actifs représentants prirent un autre cours (1).

Les gouvernements des Cantons protestants et de Genève purent enfin respirer, après avoir été pendant plusieurs mois l'objet des récriminations et des poursuites incessantes de ces agents remuants.

Malgré toutes les difficultés que présentait leur situation à l'égard de Louis XIV et du duc de Savoie dans la question des Vaudois du Piémont, ils avaient néanmoins, en usant de tact et de patience, assuré le sort de ces amis et de ces coreligionnaires infortunés, car ils avaient facilité de leur mieux un exode que les conventions ou du moins les usages internationaux ne leur permettaient pas de favoriser ouvertement.

LUCIEN CRAMER.

(1) On voit bien par la lettre de d'Iberville à Colbert de Croissy, du 23 novembre 1689 (Paris, *Aff. Etr. Genève*, vol. 6, f. 48, minute), que le résident de France était entièrement rassuré sur le compte des agissements des Vaudois.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ

pour l'année 1913-1914

Chev. D ^r D. JAHIER, professeur . . .	-	<i>Président</i>
D. PEYROT, pasteur	-	<i>Vice-Président</i>
D ^r J. JALLA, professeur	-	<i>Archiviste</i>
J.-D. ARMAND-HUGON, pasteur-émérite	-	<i>Secrétaire</i>
Chev. D ^r J. MAGGIORE, professeur .	-	<i>Caissier</i>

La salle des séances de la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE VAUDOISE
est dans la *Maison Vaudoise*.
